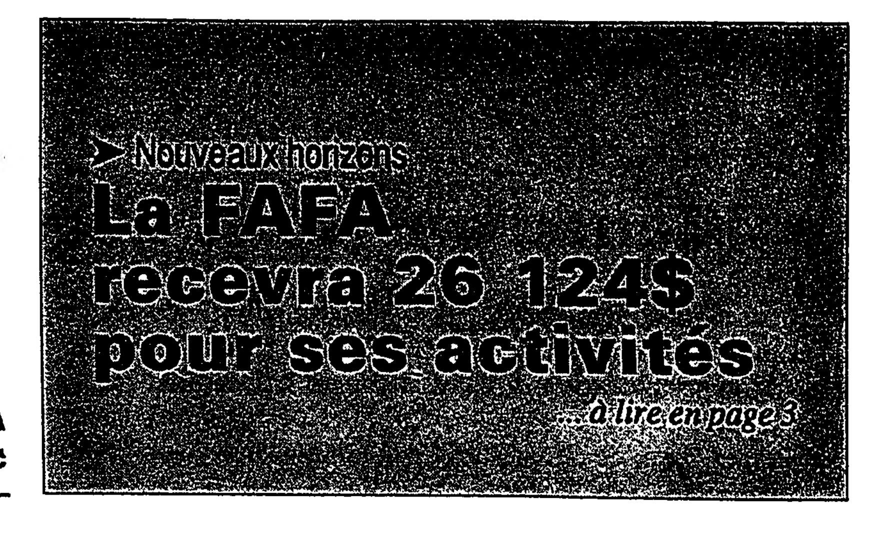
LE FRANCO

Depuis 1928, le seul journal de langue française en Alberta

Vol. 25 n°27 Edmonton, le vendredi 5 juillet 1991 20 pages 50¢



• Gestion scolaire

"Ils manquent de courage... ils manquent de vision"

par SILVIE MONTIER

"Nous attendons maintenant les réactions des Albertains", répétait comme un disque rayé le ministre Dinning, alors qu'il dévoilait officiellement le rapport du *Working group on French language Education*, lors d'une conférence de presse le 24 juin dernier.

Etabli en janvier 1991, ce groupe d'étude avait pour mandat de faire la recommandation au ministre de l'Éducation d'un modèle type pour l'administration et le contrôle des établissements scolaires français en tenant compte à la fois du jugement Mahé de la Cour suprême du Canada, et des communautés albertaines.



(Photo Silvie Montier)

Le ministre de l'Éducation Jim Dinning et le co-président du groupe de travail, M. Louis A. Desrochers.

Le rapport remis au ministère propose la division de la province en six régions, Smoky River - Peace River, Saint-Paul - Bonnyville, le Nord-Ouest, Edmonton et ses environs, Alberta centre et la région Bow Sud, avec l'établissement immédiat de commissions scolaires pour les régions Smoky River - Peace River et Edmonton et ses environs. Les autres régions bénéficieraient d'un conseil de coordination qui servirait d'agent aux parents francophones.

En ce qui a trait à la région Saint - Paul - Bonnyville, le groupe d'étude ne s'est pas prononcé et a préféré laisser au ministre de l'Éducation la décision d'établir une commission scolaire ou un conseil de coordination. Le ministère aura par ailleurs la discrétion de transformer les conseils de coordination en commissions scolaires lorsque le nombre des élèves de la région concernée le nécessiterait.

Dans un premier temps, afin d'amorcer l'administration et le contrôle des écoles françaises par les Canadiens français, le ministre de l'Éducation devrait nommer les membres des commissions scolaires et des conseils de coordination. Par la suite, ces membres seraient naturellement élus suivant le processus normal dicté par le *Local Authorities Election Act*.

Les commissions scolaires et les conseils de coordination recevraient en plus des mêmes subventions que celles reçues par tout autre commission scolaire de la province, certains fonds pour couvrir les frais de base durant les trois premières années.

Ce modèle a été bien reçu par l'Association canadienne-française de l'Alberta, ainsi que par les différents mouvements éducationnels tels que la Fédération des Parents francophones de l'Alberta, l'Alberta Teachers' Association et même, semble-t-il, par le ministère.

Cependant, si le travail du groupe d'étude a été unanimement l'objet de contentement et d'optimisme, il se pourrait fort bien qu'il ne mène pas à grand chose. C'est du moins ce qu'a exprimé en réaction à la conférence de presse madame France Levasseur-Ouimet, présidente de l'ACFA provinciale et membre du groupe d'étude: "Je ne vois pas pourquoi ce modèle ne pouvait pas être exécuté immédiatement. Une fois de plus le gouvernement stagne..."

À la question de savoir pourquoi un projet de loi n'avait pas été proposé immédiatement après avoir eu connaissance du

...suite en page 2

➤ Ginette Prince
Une artiste montréalaise à Edmonton
... à lire en page 18



➤ L'environnement
Le compostage rend les déchets utiles
... à lire en page 15

• Centenaire de Morinville

Visite du Gouverneur général du Canada sous la pluie

par PIERRE BRAULT

MORINVILLE - La courte visite d'une heure que le Gouverneur général du Canada a effectuée à Morinville samedi dernier, le 29 juin, s'est entièrement déroulée sous la pluie et la foule que les organisateurs attendaient ne s'est pas montré le bout du nez, si ce n'est que vers dix heures pour la parade à travers les rues de la ville.

Les activités soulignant le Centenaire de Morinville ont débuté durant cette fin de semaine de la Fête du Canada et samedi matin, le Gouverneur général Ray Hnatyshyn rencontrait les autorités municipales de la ville de Morinville et de la municipalité rurale de Sturgeon no 90. Cette rencontre avec les dignitaires revêtait un caractère privé car le tout était sur invitation seulement.

Le maire de la ville de Morinville, M. Ross Quinn, a accueilli le représentant de Sa Majesté à l'entrée de l'hôtel de ville, qui, malgré la pluie, a tenu à s'entretenir avec une dizaine de personnes qui avaient bravé la mauvaise température pour le rencontrer. Il s'est ainsi entretenu quelques instants avec Toni Murphy, Pauline Yelland et Ed Rivard.

Au cours de la réception d'une trentaine de minutes, le Gouverneur général a reçu une peinture représentant l'église catholique de Morinville, oeuvre de l'artiste local J.P. Chalifoux, en souvenir de son passage dans la ville centenaire. À sa sortie, il s'est entretenue brièvement avec les cinq journalistes qui couvraient l'événement. Il leur a évidemment parlé de la température. « Quelle belle température» a-t-il commencé par dire avec un sourire narquois. « En Saskatchewan on dit que c'est une bonne journée. C'est bon pour les agriculteurs et ce qui est bon pour les agriculteurs est bon pour tout le pays». Il a ensuite souligné l'importance de la contribution des francophones et des anglophones dans le développement de villes comme Morinville. Et, c'est escorté de son aide de camp, le Capitaine Bryan Brulotte, qui le protégeait d'un parapluie que le visiteur s'est dirigé vers sa voiture, accompagné du maire Quinn. Le cortège royal s'est ensuite dirigé vers l'édifice à bureaux de la municipalité rurale de Sturgeon no 90 où de nombreux dignitaires l'attendaient pour une autre réception. Il a été accueilli par le Maire, M. Frank Schoenberger et son épouse Hilda.

Une quinzaine de minutes plus tard, il sortait de l'édifice pour s'engouffrer dans sa voiture et se diriger vers la base militaire de Namao où un Challenger l'attendait pour le transporter à Calgary.

(autres photos en page 3)

• Le Canada est en crise

Les Canadiens sont d'humeur morose et ont perdu la foi

(APF): «Le Canada est en crise. C'est une crise d'indentité, une crise de communication, une crise de leadership»

Voilà en peu de mots la conclusion des douze commissaires membres du Forum des citoyens sur l'avenir du Canada, qui ont parcouru le pays pendant huit mois «pour tenter une sorte d'opération chirurgicale à âme ouverte sur 26 millions de Canadiens» selon le président Keith Spicer.

«Notre démocratie est malade» a déclaré M. Spicer lors du dévoilement de son rapport dans la grande salle du Musée canadien des civilisations. «Les Canadiens n'acceptent pas la légitimité de leurs dirigeants. Ça commence avec le premier ministre, mais ça ne se termine pas avec le premier ministre».

En fait selon Keith Spicer, il existe une «désynchronisation» entre les citoyens et les élus. Dit autrement, les politiciens sont déconnectés des préoccupations des Canadiens. «Ce pays se meurt d'ignorance et de notre refus obstiné d'apprendre» ajoute M. Spicer dans l'avant-propos au rapport.

Les Canadiens n'acceptent pas le cirque autour de la période des questions à la Chambres des communes, et encore moins «le comportement scandaleux de certains sénateurs». Cela, écrit M. Spicer, a ébranlé la fois des Canadiens dans tout le régime politique.

Les Canadiens veulent une participation directe aux changements politiques au pays. Selon le rapport, le gouvernement ne devrait pas rejeter l'idée de former une assemblée constituante pour inciter le public à participer au débat sur la nouvelle Constitution. La nouvelle constitution, ajoute-t-on, pourrait être ratifiée par un référendum, mais avec des majorités dans toutes les régions.

Il n'y a pas que l'attitude des politiciens que n'acceptent pas de nombreux Canadiens. Le bilinguisme officiel, la Loi 178 au Québec sur l'affichage, la notion des deux peuples fondateurs, le financement des programme de multiculturalisme au détriment de l'identité canadienne, l'affaiblissement des symboles nationaux comme Via Rail et Radio-Canada, sont autant de pommes de discorde ou de raisons pour les Canadiens de manifester leur mécontentement.

En fait, il n'y a que les autochtones qui trouvent grâce aux yeux de la quasi totalité des 400,000 Canadiens qui ont participé aux consultations entourant le Forum des citoyens. Les Canadiens estiment que les peuples autochtones ont été traités injustement, et qu'il revient au gouvernement fédéral de régler la question en trouvant des solutions en accord avec les chefs autochtones.

Courage

...suite de la page 1

rapport, le ministre Dinning a répondu qu'il "était maintenant l"heure d'écouter les réactions du peuple albertain, anglophone et francophone". C'est encore cette réponse qu'il donnait lorsque demandé combien de temps il allait attendre avant d'agir. Et c'est aussi l'explication donnée à l'audience pour ne pas avoir présenté le rapport au caucus.

Ce n'est que quelques secondes après avoir admis que, puisque nous attendions les réactions des Albertains, plusieurs années pourraient bien s'écouler avant que la communauté francophone puisse bénéficier de ses droits, que M. Dinning déclarait: "Ce n"est plus qu'une question de temps. Nous sommes très satisfaits du cheminement que nous avons fait, nous sommes très prêts du but..."

Cependant, la communauté francophone n'est pas satisfaite; elle est déçue.

"C"est vraiment une surprise pour moi, a repris le ministre. Nous pensions avoir fait un bon travail qui allait satisfaire tout le monde. C'est une surprise, parce que les parents francophones étaient représentés..."

Certes, les parents francophones étaient représentés dans le groupe d'étude. De fait, il semblerait que tous les Albertains y étaient représentés: "Tout à fait, a repris Mme Levasseur-Ouimet, il y a avait des représentants du gouvernement, de la communauté francophone, d"association de professeurs, et du public."

C'était également l'opinion de Me Louis Desrochers, vice-président du groupe: "Le groupe était très complet, sur les trois membres du public qui y siègeaient, il y avait deux anglophones..."

Pourtant, Dinning continue à insister qu'il lui faut attendre la réponse des Albertains...

Par ailleurs, le ministre Dinning a refusé catégoriquement que ce délai imposé à la communauté francophone pouvait avoir un lien quelconque avec les discussions constitutionnelles actuelles. France Levasseur-Ouimet n'en est pas convaincue: "Il y a une très forte possibilité" pour que le gouvernement attende de voir comment les choses vont tourner avant de se compromettre.

Combien même le gouvernement ne tiendrait pas compte du problème constitutionnel, Mme Levasseur-Ouimet pense qu'en agissant maintenant, il aurait pu influencer le débat: "Ils ont manqué leur chance de montrer qu"en Alberta, les francophones comptent, de montrer qu'ils acceptaient les francophones comme étant canadiens. Le gouvernement albertain aurait pu envoyer un puissant message à travers le pays entier, que les francophones sont les bienvenus. Ils ne l'ont pas fait, ils ont manqué leur coup."

Et de reprendre: "Nos chefs albertains avaient là l"opportunité de faire preuve de leadership, je trouve qu'ils manquent de courage, qu'ils manquent d'aptitude pour gouverner, et qu'ils manquent de vision..."

Le ministre a encore nié que les quelque cinq millions qu'il faudrait dépenser pour l'établissement de ces commissions scolaires et de ces conseils entraient en ligne de compte.

Voici donc où en est la lutte pour une éducation française en Alberta. Et, sous la menace d'un retour en cour, l'Honorable Jim Dinning ne peut qu'admettre: " C"est leur droit fondamental."

• Homme modéré

Victor Goldbloom veut d'abord calmer les esprits

(APF): En poste depuis quelques jours, le nouveau commissaire aux langues officielles s'est fixé comme priorité d'inspirer confiance aux minorités linguistiques, et d'agir de façon à calmer les esprits.

Victor Goldbloom veut «amener des gens à baisser le ton un peu» et «regarder avec plus d'objectivité» les problèmes. M. Goldblomm fait référence ici aux gens qui affirment que le bilinguisme institutionnel «est dépassé», et que l'évolution de la démographie dans les provinces anglophones ne justifie plus le maintien de cette politique: «Je ne suis pas de cet avis».

M. Goldbloom fait aussi référence aux personnes qui affirment que «le bilinguisme est une affaire extrêmement coûteuse». C'est à ces gens «mal informés» que le nouveau commissaire pensent lorsqu'il dit vouloir calmer les esprits.

Pour M. Goldbloom il est clair que les racines canadiennes sont «françaises d'abord, anglaises par la suite». Il ne fait aucun doute dans son esprit que les francophones et les anglophones ont conclu une entente il y a près de 125 ans «pour partager le destin du pays». «Je ne suis pas pour accepter à la légère que cette perception fondamentale de notre pays change», ajoute-t-il.

M. Goldbloom est conscient que les provinces de l'Ouest canadien n'acceptent pas cette notion des deux peuples fondateurs. Mais il ne croit pas qu'une majorité des citoyens à l'ouest veulent pour autant «changer radicalement» cette conception du pays. La preuve dit-il, c'est qu'il y a tellement de familles anglophones qui veulent inscrire leurs enfants dans les classes d'immersion en français, que la demande excède l'offre.

Un homme modéré

Le commissaire ne sous-estime pas la montée des mouvements d'opposition contre le bilinguisme, mais il dit sentir «un petit mouvement de retour du pendule», tant au Québec, qu'ailleurs au Canada. C'est pour cela que M. Goldbloom veut «faire baisser l'intensité des émotions», de façon à discuter plus calmement de l'avenir du pays.

Durant toute l'entrevue, Victor Goldbloom est resté fidèle à l'image d'un homme modéré, pondéré et pausé que les Québécois ont retenu de cet ancien ministre libéral dans le gouvernement Bourassa durant les années '70.

L'homme âgé de 67 ans dégage une certaine sérénité. Celui qui a pratiqué et enseigné la pédiatrie pendant de nombreuses années avant de se tourner vers la vie publique, celui qui a déjà tenu tête au maire de Montréal Jean Drapeau alors qu'il était ministre responsable de la Régie des installations olympiques huit mois avant l'ouverture des Jeux de 1976, dit aborder ses nouvelles fonctions dans «un esprit de modestie».

Même s'il est un homme modéré, M. Goldbloom n'a pas l'intention de s'abstenir de commenter sur des dossiers difficiles. «Il faut que je sois la conscience du pays. Je n'ai pas l'intention d'hésiter à me prononcer». Mais, précise-t-il, il ne réagira pas toujours à brûle-pourpoint. «Je voudrais réagir de façon pondéré, mais je n'aurai pas peur de me prononcer, même si je deviens ainsi l'objet d'une controverse».

Il n'hésitera pas non plus à intervenir dans le débat politique en cours, lorsque la question linguistique sera au centre des discussions. «Je ne serais pas fidèle à mon mandat si je m'abstenais de commentaires».

Un bon interlocuteur.

Premier commissaire aux langues officielles issu de la minorité anglophone du Québec Victor Goldbloom, qui est d'origine juive, croit qu'il pourrait être un bon interlocuteur auprès des anglophones au pays. Ainsi, celui qui se décrit comme un «apôtre du dialogue» estime que le fait d'être un anglophone lui permettra «d'être écouté en anglais par des anglophones». Un anglophone pourrait-il mieux défendre les intérêts des minorités francophones? «Peut-être. Il faut que les anglophones aient le sentiment d'écouter un des leurs», explique M. Goldbloom.

Même si la francophonie québécoise est «plus forte que jamais», M. Goldbloom ne cache pas «une certaine inquiétude» pour ce qui est de la situation de la francophonie hors Québec. Il ressent même «un certain sentiment d'urgence» d'agir pour renforcer les communautés francophones à travers le pays. Il est conscient que les francophones de l'extérieur du Québec ne sont pas tout à fait maîtres de leurs système d'enseignement, et qu'ils ne reçoivent pas tous les services en français.

«Lorsqu'on veut vivre en français mais qu'on est obligé de gagner sa vie dans les deux langues, si ce n'est pas en anglais seulement, il y a un danger pour la langue» analyse le docteur Goldbloom. Pour en savoir plus long sur ce problème, il a l'intention de visiter les communautés francophones au pays au cours de son mandat.

A titre d'ancien ministre provincial Victor Goldbloom se dit «très sensible» aux besoins des provinces d'agir dans les domaines de leurs compétences de façon plus autonome.

• Sécurité de la vieillesse

On annonce une hausse

par SILVIE MONTIER

OTTAWA - Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, l'honorable Benoît Bouchard, a annoncé le 14 juin dernier l'indexation de la pension de la Sécurité de la vieillesse, du Supplément de revenu garanti et de l'Allocation au conjoint, qui entrera en rigueur à compter du mois de juillet.

La pension de la Sécurité de vieillesse, versée à tous les Canadiens de 65 ans et plus, sera portée à 369, 62 $ par mois. À noter qu'elle était jusqu'à présent de 362, 37 $.

Le montant maximum du Supplément de revenu garanti (SRG) sera haussé à 439, 26 $ pour une personne seule ou mariée si le conjoint ne reçoit pas de pension de la Sécurité de vieillesse, ni d'Allocation au conjoint.

Dans le cas ou le conjoint recevrait l'une ou l'autre de ces pensions, le montant maximum du SRG sera porté à 286, 11 $.

Notons par ailleurs que l'Allocation au conjoint maximale versée aux personnes de 60 à 64 ans, mariées à un bénéficiaire du SRG, sera, elle, mise à 655, 73 $. Par contre, si le conjoint est veuf, il ne pourra bénéficier de l'Allocation au conjoint que dans la mesure où il est reconnu comme étant à faible revenu, âgé de 60 à 64 ans, et s'il satisfait les conditions de résidence.

Ces prestations seront réajustées chaque trimestre selon l'augmentation de l'indice des prix à la consommation, et suivant les mesures qu'utilise Statistique Canada pour évaluer les taux d'inflation.

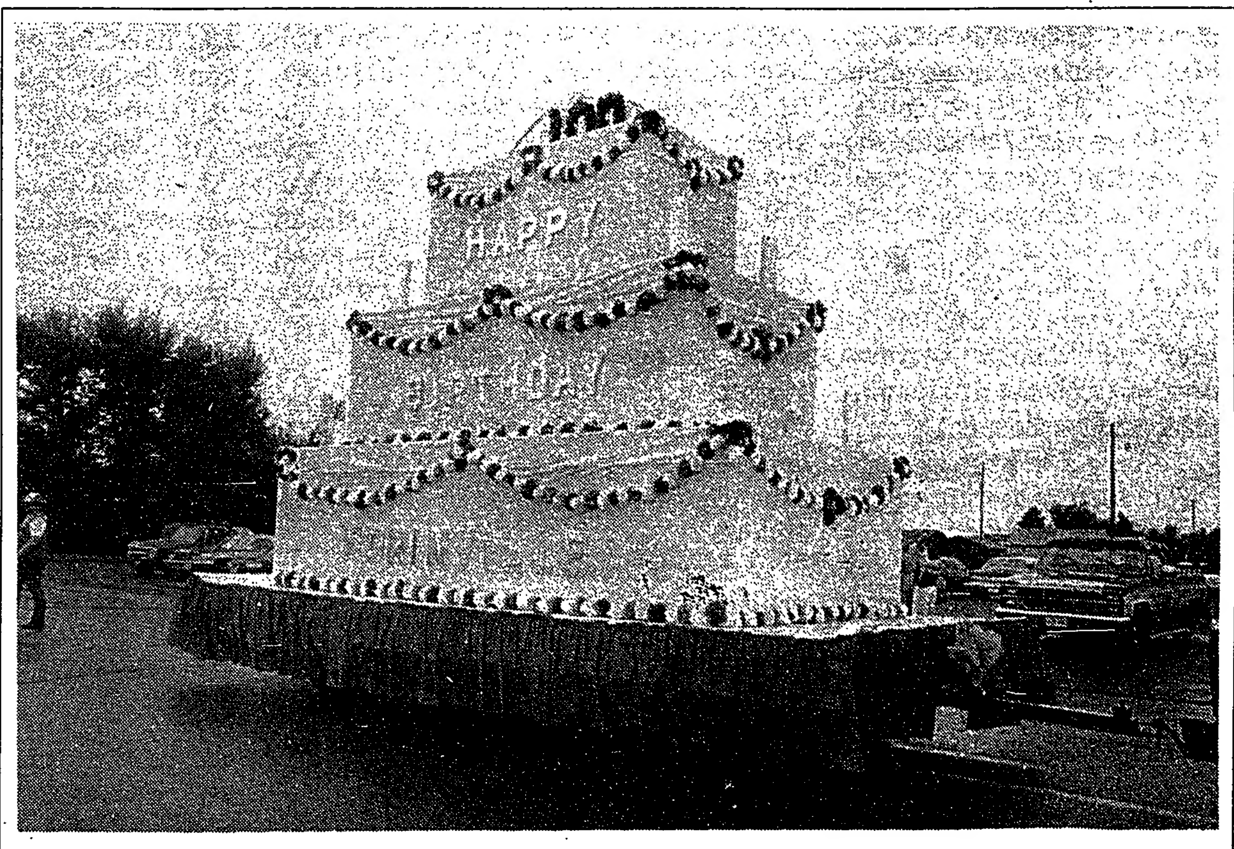
• Centenaire

Visite du Gouverneur général

Le maire de Morinville a accueilli le Gouverneur général du Canada, Ray Hnatyshyn à son arrivée à l'hôtel de ville. C'est avec beaucoup de fierté que le premier citoyen de Morinville, M. Ross Quinn, serrait la main du visiteur royal.



(Photo du bas) Lors de la parade qui a eu lieu sous la pluie, il y a avait un char allégorique fort approprié qui présentait un énorme gâteau d'anniversaire, commandité par IGA.



(Photos Pierre Brault)

• Nouveaux horizons

La FAFA recevra 26 124 $ pour ses activités

EDMONTON - L'honorable Monique Vézina, ministre d'État pour le Troisième âge, a annoncé que cinq groupes de personnes du troisième âge d'Edmonton (Alberta) recevraient une subvention globale de 62 716 $ dans le cadre du programme fédéral «Nouveaux horizons».

La Fédération des aînés franco-albertains recevra une contribution de 26 124 $ aux fins des diverses activités organisées par cet organisme provincial: préparation de la réunion annuelle, établissement du bureau provincial de la fédération à Edmonton, lancement d'une campagne de recrutement et publication d'information pour les membres. Le projet a pour but d'unir les aînés francophones et de leur permettre de s'entraider mutuellement.

Administré par Santé et Bien-être social Canada, le programme «Nouveaux horizons» attribue des subventions aux groupes de personnes âgées qui veulent lancer des activités au profit de leurs membres et de la communauté des personnes du troisième âge en général. Depuis sa création en 1972, le montant des subventions accordées aux 2 331 groupes de l'Alberta se chiffre à 15 135 326 $.

• Fête de la Saint-Jean Baptiste

Le Bureau du Québec reçoit



(Photo Pierre Brault)

Comme le veut la coutume, le Bureau du Québec a souligné la Fête nationale des Québécois en invitant diverses personnalités albertaines à une réception tenue au Centre Club à Edmonton, le 24 juin dernier. Nous apercevons ici, M. Peter Dunn (à droite), le représentant en chef du Québec à Edmonton et son épouse Judi qui accueillaient Jeannine et Gaëtan Bourdon. M. Bourdon est l'animateur bien connu de l'émission «Rendez-vous» à ITV.

•Le dépôt direct

Plus sûr, plus fiable et plus pratique...

par SILVIE MONTIER

EDMONTON - Instauré il y a déjà huit ans par le gouvernement fédéral, le programme du dépôt direct était utilisé à l'origine pour payer les employés de la Fonction publique. Mais afin de faire profiter un plus grand nombre de consommateurs, et dans un esprit de conservation de ressources aussi, le gouvernement du Canada met à présent ce service à la disposition de tous les bénéficiaires de pensions et d'allocations de Santé et Bien-être social Canada et d'Anciens Combattants Canada.

Ainsi, les bénéficiaires de pensions et allocations du gouvernement fédéral n'ont plus besoin d'attendre que leur chèque mensuel leur parvienne par le courrier pour aller le déposer eux-mêmes à leur propre banque. Le programme de dépôt direct permet au gouvernement de verser directement dans le compte personnel des bénéficiaires les pensions et allocations auxquelles ils ont droit, offrant l'important avantage d'un système de distribution plus sûr, plus fiable et plus pratique.

Le transfert des versements se fait toujours au même moment de chaque mois, et la confidentialité est garantie. Par ailleurs, bien que le gouvernement ait accès au compte de ses bénéficiaires, il ne peut avoir accès aux divers renseignements sur l'état du compte financier du client.

Outre ces avantages, le dépôt direct offre celui d'une économie gouvernementale annuelle de plusieurs millions de dollars dont une partie provient de la réduction de la paperasse.

...suite en page 6

• Assemblée générale de Calgary

Un quorum sur mesure

par LINE MARTEL

CALGARY - Remise une première fois parce que le quorum n'était pas atteint, l'assemblée générale annuelle (AGA) de l'ACFA régionale de Calgary a finalement eu lieu samedi, le 8 juin dernier. Parce que seule une quinzaine de membres était présent, la première question soulevée fut celle de l'intérêt des membres par rapport à l'association. Mais l'interrogation demeure toujours sans réponse. Est-ce le jour choisi? L'heure? Le temps de l'année où tout le monde est occupé? Ou le format que prend l'assemblée? Quel qu'il en soit Marlène Boeda, agente de développement communautaire de la régionale de Calgary, invite les membres à lui transmettre leurs attentes en ce qui a trait à la prochaine AGA.

Un bilan très positif à tous les points de vue a été déposé. Du côté financier et dans l'atteinte de ses objectifs, l'ACFA se déclarait satisfaite des résultats. On mentionnait entre autres le grand succès de la cabane à sucre, du Club de l'Amitié et tous les résultats encourageants des comités tel celui du Centre scolaire communautaire et de communication francophone de Calgary, du Calgary à la page...

Côté «Statuts et règlements» les seuls grands changements suggérés se rapportaient aux articles 19 et 20 qui traitent de la question «Quorum», de façon à ne pas avoir à reporter une autre AGA dans le futur.

Puisque l'assemblée générale annuelle de la régionale n'a pas pu avoir lieu conformément aux Articles 19 et 20 de nos statuts et règlements, les amendements suivants sont recommandés sous «QUORUM»:

Article 19 se lit: «Lors de toute assemblée générale 40 membres actifs et/ou à vie constitueront le quorum.» Amendement proposé: «Lors de toute assemblée générale le nombre de membres présents constituera le quorum.»

Article 20 se lit: «Si au cours des 60 minutes qui suivent l'heure fixée pour une assemblée le quorum n'est pas atteint, cette assemblée sera ajournée au même jour de la semaine suivante à la même heure et au même endroit. Si de nouveau le quorum n'est pas atteint dans les 60 minutes, cette assemblée sera dissoute si elle a été convoquée selon l'Article 14. S'il s'agit d'une assemblée générale annuelle, elle aura lieu quelque soit le nombre de membres actifs et/ou à vie présents. L'annonce de la prochaine assemblée sera faite de sorte que le plus grand nombre possible de membres soit rejoint.» Amendement proposé: À être éliminé.

L'assemblée s'est clôturée par l'élection du nouveau conseil d'administration qui sera très représentatif de la communauté francophone, selon les dires de M. Léo Boileau, président de l'assemblée pour l'occasion. Dix membres ont été élus, parmi lesquels un francophile et des francophones d'origines différentes et dont les champs d'intérêts et de connaissances sont bien variés. Ils devraient donc savoir répondre parfaitement aux besoins de la francophonie.

Le comité exécutif est constitué de Danielle Launière, présidente, Yves Chouinard, 1er vice-président, Ghada Chatila, 2e vice-présidente, Gilles Matte, trésorier et Estelle Boisvert, secrétaire. Les administrateurs sont: Daniel Buteau, Madeleine Huot, Pierre Langlois, Claude Mathieu et Thomas Symington.

Dans le cadre de son AGA, l'ACFA avait aussi organisé une soirée de remerciements en l'honneur des bénévoles qui ont oeuvré au sein de la francophonie au cours de l'année 90-91. La soirée avait lieu le 1er juin dernier et fut un succès. Les personnes nommées étaient: André Belzil, Danielle Robidoux et Suzanne Sawyer, nommés par La Société de théâtre de Calgary; Denis Meilleur, nommé par La Voix des Rocheuses; Madeleine Huot et Louis Bérard, nommés par l'ACFA. La pré-maternelle L'Arc-en-ciel nommait: Bernard Piché; Le comité de communication francophone de Calgary, Annette Labelle; et La Société des parents de l'école Sainte-Anne, Jean-Marc Renaud.

La gagnante était Mme Annette Labelle à qui une oeuvre d'art était remise en guise d'appréciation pour sa large contribution au sein de la communauté francophone. Madame Marlène Boeda, agente de développement communautaire, et madame Pierrette Langlois, secrétaire administrative de la régionale de Calgary, se voyaient toutes les deux remettre une plaque décernée par l'ACFA provinciale aux «Administrateurs de l'année». Félicitations à tous.



(photo Line Martel)

Le nouveau comité administratif de l'ACFA de Calgary. À l'avant-plan: Pierre Langlois. 1ère rangée de gauche à droite: Estelle Boisvert, Ghada Chatila, Madeleine Huot, Annette Labelle (présidente sortante), Danielle Launière, Yves Chouinard. En arrière plan: Daniel Buteau, Claude Mathieu et Thomas Symington.

• Un Gala réussi

Une quarantaine de jeunes reçoivent des «Francoeurs»

par LAVAL PELCHAT

SAINT-PAUL - C'est lundi soir, le 10 juin dernier, que se tenait le fameux Gala des Francoeurs au petit théâtre de l'école régionale. Le tout était sous l'habile direction de Richard Blouin, animateur des activités culturelles francophones dans les écoles de Saint-Paul et la région.

Tout y était pour faire de ce gala un vrai succès: le groupe «La venue», la chanteuse Cécile Biron et l'unique Gisèle Lemire qui a animé la soirée.

Il est évident que les vedettes de la soirée étaient cette quarantaine de jeunes à qui on a présenté des trophées «Francoeurs». Les jeunes ont aussi participé à la soirée en présentant une courte pièce de théâtre et des monologues.

Ces récipiendaires de trophées se sont distingués au cours de la dernière année par leur participation exceptionnelle aux activités en français, par leur créativité et la présentation de leurs talents qu'ils ont su développer au sein de la communauté.

Les trophées sont l'oeuvre du réputé Herman Poulin, artiste bien connu de la région de Saint-Paul. Ils sont sculptés sur la pierre. On y retrouve les différents emblèmes qui représentent les différentes formes d'art par lesquels ces jeunes exprime cette culture française qui leur tient tant à coeur. Ces trophées mettent en valeur le mérite et le talent artistiques et culturels de ces jeunes.

Ce grand gala s'est terminé par un hommage à Richard Blouin, qui a chanté une chanson d'au revoir. Il doit quitter Saint-Paul pour retourner au Québec. Les francophones de Saint-Paul lui sont reconnaissant pour le travail qu'il a fait au cours de l'année scolaire pour éveiller chez les jeunes cette fierté d'être des Franco-Albertains.



Richard Blouin

Voici la liste des récipiendaires des Francoeurs:

Tara Chykalsky, Raymond Robinson, Leanne Buryn, Justin Van Brabant, Andréa Gascon, Rachelle Faucher, Michelle Cabaj, Brent Labrie, Lyndsay Kneteman, Colette Mercier, Lias Jean, Paul Leroux, Charlene Roberge, Chantalle Robinson, Francine Ouellette, Roger Dallaire, Shannon Robinson, Julien Brousseau, Jérico Van Brabant, Yolande Bussière, Jason Ewart, Nicole Plante, Marc Ouellet, Carole Fontaine, Léon Brousseau, Melissa Martin, Natalie Van Brabant, Rhéa Dallaire, Joseph Jubinville, Sylvie Noël, Janelle Michaud, Lauren Chykalsky, Amanda Labrie, Justin Ouellette, Réjean Dallaire, Liane Plante, Rhéa Noël, Normand Noël, Rémi Noël, Marie Jubinville, Mme Gisèle Hall, M. Alain Leclerc, Carol Ayres, Colette Desaulniers, Jennifer Duncan, Michelle Kabyn, Carmen Dallaire, Michaël Fontaine et Renée Fontaine.



Journal hebdomadaire publié le vendredi au service des francophones de l'Alberta depuis 1928.



OPSCOM

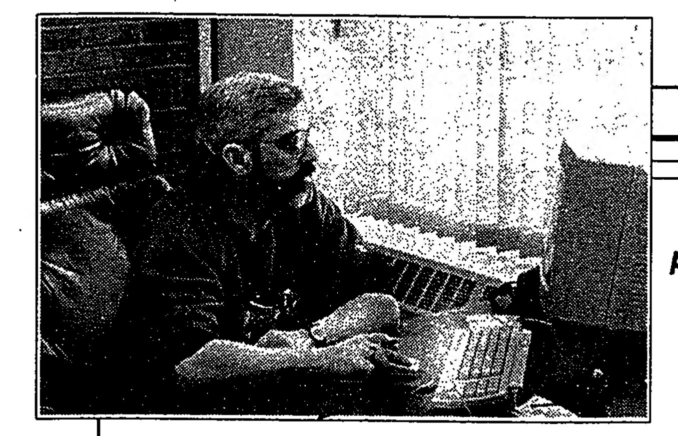
Directeur-rédacteur: Pierre Brault
Adjointe-administrative: Micheline Brault
Journaliste: Silvie Montier
Correspondant national: Yves Lusignan
Graphiste: Marc Vaillancourt

Toute correspondance doit être adressée à:
Le Franco
8923, 82e Avenue
Edmonton (Alberta)
T6C 0Z2
Tél.: (403) 465-6581
Télécopieur: (403) 465-3647

Abonnement d'un an: 19,26$ - Étranger: 34,24$
Courrier de deuxième classe - Enregistrement 1881

Les membres de l'Association canadienne-française de l'Alberta sont automatiquement abonnés au journal en payant leur cotisation à l'ACFA.

L'hebdomadaire Le Franco est imprimé sur les presses de GAZETTE PRESS LTD, à St-Albert, Alberta.



EDITORIAL

par Pierre Brault

Un oubli qui est impardonnable

Le rapport de la Commission Spicer a été rendu public la semaine dernière et comme l'avait fait auparavant celui de la Commission Bélanger-Campeau, le rapport ne fait aucune mention des communautés francophones hors Québec. C'est à croire que les communautés francophones et acadiennes n'ont pas participé à cet exercice de défoulement collectif et individuel.

Pourtant, il y a bien eu une rencontre entre deux membres de cette commission, Messieurs Phil Fraser et Robert Normand, et une trentaine de Franco-Albertains à la Faculté Saint-Jean et à d'autres occasions, ailleurs en province.

Il y a certainement eu d'autres forum auxquels ont pris part des centaines de francophones hors Québec. Et pas un seul mot de la minorité de langue officielle. C'est un oubli impardonnable, d'autant plus que Keith Spicer a été le premier Commissaire aux langues officielles au Canada et qu'il connait très bien la lutte incessante que mène depuis la fin du siècle dernier les francophones hors Québec.

C'est à se demander si, effectivement, «il y a place pour tout le monde dans ce canot mythique qu'est le Canada». Il est à se demander si le Canada n'est pas un canot pneumatique qui est en train de se dégonfler lentement?

Il devient de plus en plus clair dans l'espirt de beaucoup de Canadiens qu'il faut absolument que le peuple prenne l'affaire constitutionnelle en main et la règle lui-même.

Brian Mulroney démontre encore une fois que les décisions sont déjà prises, que les jeux sont déjà faits, à sa manière à lui. Ce que chaque Canadien et chaque Canadienne pense n'a pas aucune espèce d'importance à ses yeux. Les Canadiens et les Canadiennes n'ont qu'à payer la TPS, les impôts et à voter pour les Conservateurs aux élections, les Tories ne leur en demandent pas plus.

Il faut à tout prix que le dialogue continue entre tous les Canadiens sans exception, car c'est la seule clé du succès. Tant que les gens se parlent, il y a de l'espoir.

Il faut profiter de ce dialogue pour écouter attentivement ce que chacun a à dire, apprendre à se faire une opinion objective à partir de ce qu'on a entendu, lu ou vu, ce n'est pas facile. Au besoin, il faut aussi faire ce qui, pour l'être humain est très difficile à faire, changer d'opinion et accepter l'opinion des autres. Il faut que ce processus se fasse dans le plus grand respect mutuel.

Il faut que les politiciens réalisent que ce sont les solutions les plus simples qui sont plus souvent qu'autrement les plus réalistes, les plus faciles d'application. A bas les grandes théories. Pensons à des solutions pratiques, efficaces, qui permettront à tous les Canadiens de mieux se connaître, de mieux se comprendre, de mieux s'apprécier, de mieux s'accepter mutuellement, de retrouver cet esprit patriotique canadien qui fera notre force, notre fierté.

Je vous invite à lire attentivement, les huit pages du journal qui donnent une idée des opinions émises lors de cet exercice qui a duré six mois et auquel ont participé au delà de 400 000 Canadiens et Canadiennes. Je vous invite aussi à réfléchir, à réagir positivement à ces huit pages. Faites-nous part de votre opinion en nous écrivant au Courrier des lecteurs. Soyez concis, 150 mots ou moins et surtout, soyez clair, direct. Essayez de mettre les sentiments de côté. Du moins, tentez d'en atténuer les effets sur votre opinion. On attend votre lettre. Votre opinion de Canadien et de Canadienne, à nos yeux, c'est important!

LE COURRIER DES LECTEURS

La FFHQ court après un leurre

Monsieur le rédacteur,

Le congrès de la Fédération des francophones hors Québec (FHQ), nouvellement nommée Fédération des communautés francophones et acadiennes du Canada (FCFAC) s'est terminé sur une note discordante concernant sa position constitutionnelle. Il en ressort tout de même qu'une majorité de délégués s'est orientée vers l'option d'un gouvernement central fort. Ces délégués justifient leur choix en raison de leur méfiance à l'égard des gouvernements provinciaux anglophones. Méfiance bien légitime car il est difficile de faire confiance à des gouvernements qui retardent volontairement et outrageusement l'application des lois fédérales et des jugements de la plus haute cour du pays lorsque ces derniers avantagent la minorité francophone. Le cas de la gestion scolaire est un exemple flagrant. Du même souffle, ces délégués refusent d'appuyer le Québec dans ses revendications prétextant qu'il ne leur donne pas assez de garanties.

Bien que reconnaissant que le Québec est pratiquement absent en ce qui concerne l'aide financière apportée aux francophones hors Québec, il ne faut pas en conclure qu'il ne fait rien pour nous. Nous avons besoin du Québec pour nous alimenter culturellement et nous devons chercher à créer des liens plus forts avec lui car c'est la seule voie qui s'offre à nous.

Prendre une position comme celle de la FFHQ ne mènera à rien à moyen terme car elle ne tient pas compte de la réalité. La réalité, c'est que la culture québécoise est aussi menacée et que les lois adoptées au Québec cherchent à la protéger et à assurer son développement. La réalité, c'est que cette survie passe par un Québec fort et idéalement souverain. La réalité, c'est que seul un Québec fort peut aider la francophonie canadienne. La réalité, c'est que plusieurs provinces ne céderont jamais leurs pouvoirs et que de penser à un gouvernement central fort est utopique. La réalité, c'est que plusieurs provinces anglophones ne parlent plus du départ du Québec comme une possibilité, mais comme un fait et elles s'y préparent. Les Maritimes se regroupent pour être plus fortes et les Prairies envisagent la même possibilité. La réalité, c'est que le Canada change parce qu'il ne répond plus aux aspirations des régions. Nous nous dirigeons vers un Canada fortement décentralisé. Il faut donc cesser de vivre dans le passé et espérer un retour vers les politiques trudeauistes d'un Canada centralisé et bilingue. Il faut cesser de courir devant des leurres telle une entente Canada-communauté qui n'arrivera jamais. L'ère des subventions fédérales tire à sa fin et il faut s'y préparer. La seule voie possible est celle d'une bonne relation avec un Québec fort. Il faut donc appuyer le Québec dans ses revendications et cesser de lui dire NON.

Michel Duncan,
Calgary, Alberta

De l'espoir dans l'air

Monsieur le rédactur,

On peut constater le bel effort fourni par la participation du comité d'éducation.

Legal, petite cité de rêve, voit s'épanouir les projets déjà mis à exécution. L'école «Citadelle», bâtiment clair, moderne et spacieux, démontre l'importance de la formation et la continuation de la langue française.

Comme le dit monsieur Raymond Tremblay, directeur de cette école, (article paru dans le numéro spécial joint au journal Le Franco le 14 juin). «Nous irons de l'avant, et nous réussirons, ça c'est certain».

Après tant de ténacité, pour l'accroissement, et par la prépondérance, pour aplanir des difficultés présentes, l'énergie restera de vigueur.

Il ne peut être autre, qu'un résultat favorable au dénouement, apportant la réussite fondamentale et finale concernant les problèmes linguistiques, en favorisant la francophonie.

N'y a-t-il rien de plus grand que la richesse de deux langues comme bagage. Une guerre continuelle, voir démoralisante, ne peut exister.

La langue française possède des éléments de grande valeur au point de vue éducation et connaissance.

Les francophones ont le droit de se distinguer, de se trouver au même niveau que les anglophones, adéquatement à une double connaissance des faits à notre époque, dire à l'exercice de nos fonctions.

Quoi qu'en pensent certains, qui se sentent amoindris, la rivalité qui existe actuellement, s'abolira avec le temps.

Parler sans cesse de minorité, réduit la puissance, prend de l'ampleur, tout comme les maladies, plus on y pense, plus elles s'emparent de nous. Réalisons: force, égalité, fraternité, et surtout confiance.

Fernande Labonté
Morinville, Alberta

• Programme cours d'été «Langues-bourses»

Pour parler les 2 langues officielles

par LINE MARTEL

CALGARY - Des jambes francophones ont foulé le sol du campus de l'Université de Calgary. Le «programme de cours d'été de langues-bourses» est un programme de bourses qui permet aux étudiants canadiens de niveau post-secondaire de s'inscrire à des cours d'immersion de six semaines en français, ou en anglais. Financé par le Secrétariat d'État, le programme accueille 7 000 personnes chaque année au Canada. Ainsi, Calgary était l'hôte, du 12 mai au 22 juin dernier, d'une soixantaine d'étudiants venus principalement du Québec pour apprendre ou parfaire leur anglais.

Ces étudiants sont logés dans des familles anglophones pour garantir un environnement anglais en tout temps. Non seulement leur est-il interdit de parler le français mais il leur est demandé d'en faire un serment par écrit. Après 3 avertissements l'élève est tout simplement renvoyé chez lui.

Le but direct du programme est bien entendu de permettre à ces individus d'apprendre l'autre langue officielle du pays. Mais indirectement, il sert aussi à renforcer les liens entre provinces. Ainsi, Yanick Paul, participante du Programme, déclarait au Franco: «Avant de venir ici, en Alberta, j'étais pour la séparation du Québec «au boutte», mais maintenant, mon opinion a changé. Je sais que les gens sont pareils ici, ils parlent peut-être une autre langue et connaissent une culture différente de la nôtre, mais se sont tous des humains comme nous, ils ont été tellement gentils avec moi...Non, je veux dorénavant que le Québec fasse partie de ce magnifique pays qu'est le Canada et dont j'ai encore tellement à découvrir».

Mises à part les nombreuses heures d'enseignement qui sont dispensées aux étudiants quotidiennement sur le campus de l'université, plusieurs activités sont à l'horaire pour leur permettre de se familiariser avec la culture albertaine. Excursions, films, pique-niques, soirées pyjama, visites guidées et même concours de beauté. Et une dizaine de participants mâles ont bien voulu, au plus grand divertissement du public, se déguiser en femmes et offrir un spectacle des plus mémorables.

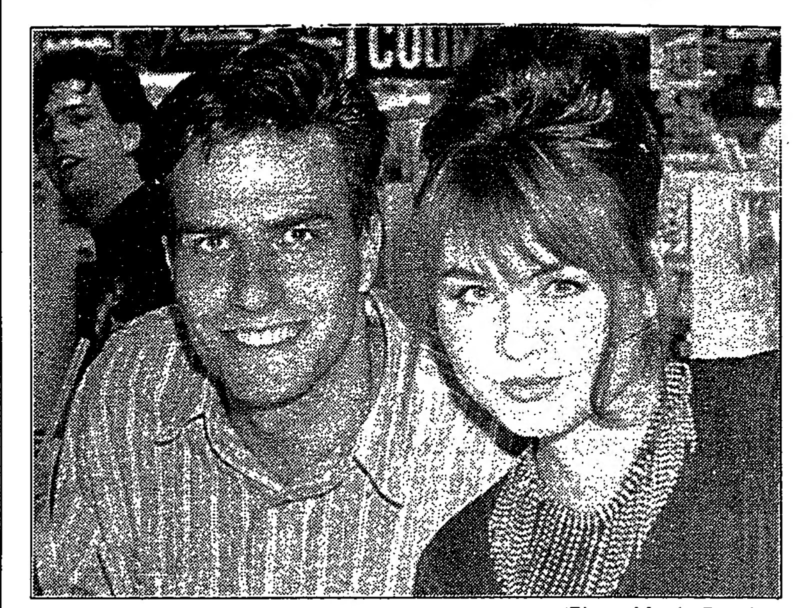
Toutes ces activités, en plus de divertir, visent à aider l'étudiant à s'exprimer spontanément dans sa langue seconde, ce qui n'est pas toujours facile.

Tous les étudiants approchés, ont aimé l'expérience et certains ont même décidé de terminer leur été en Alberta avant de s'en retourner aux études en septembre prochain. Ce n'est donc pas se leurrer que de dire que, finalement, les participants au programme seront probablement nos meilleurs ambassadeurs une fois de retour au bercail.

Le programme se répète chaque année et ceux qui n'ont pas encore eu la chance de rencontrer «ces joyeux naufragés» peut-être l'auront-ils l'an prochain. Ils sont généralement reconnaissables à leur joie de vivre et leur «thick French accent».

• Tournée de promotion

MITSOU était en ville



(Photo Martin Brault)

La chanteuse québécoise Mitsou était de passage chez «Sam the Record Man» au West Edmonton Mall, le jeudi 27 juin dernier. Elle était en ville pour faire la promotion de son tout dernier album «Terre des hommes». On se souviendra du vidéo-clip de la chanson «Dis-moi, dis-moi», tiré de ce disque compact, qui a soulevé beaucoup de controverse surtout à Much Music. Elle était accompagnée de l'animateur Shawn Evans de la station de radio 630 CHED d'Edmonton.

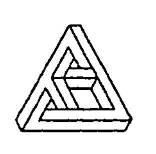
Plus pratique...

...suite de la page 3

"Aujourd"hui, nous donnons ce service à six millions de Canadiens, a déclaré monsieur Paul-André Laurin, gestionnaire du programme de dépôt direct pour Santé et Bien-être Canada, c'est au-delà de nos attentes, ce qui prouve que le programme était un besoin." Et de continuer: "Ça n"a pas été difficile d'attirer les gens à prendre avantage du service, mais ce qui a été difficile, c'est l'organisation. Pouvoir faire des dépôts directs, ça signifie qu'il fallait une coordination avec toutes les institutions financières du pays."

En Alberta, plus de 820 000 chèques sont envoyés chaque mois à des bénéficiaires de pensions et allocations.

Le service s'adresse tout particulièrement aux bénéficiaires de la Sécurité de la vieillesse, du Régime des pensions du Canada, des Allocations familiales, des Allocations aux anciens combattants, des Allocations de guerre pour les civils et de la Commission canadienne des pensions. Les formulaires de demande sont disponibles dans toute institution financière du Canada.







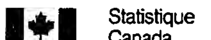












LE FORUM

RAPPORT À LA POPULATION – DU FORUM DES CITOYENS SUR L'AVENIR DU CANADA

Jour du Canada 1991 | Cahier spécial - Texte publicitaire | ★★★★

Les Canadiens souhaitent que le Québec reste... mais pas à n'importe quel prix

Un pays en crise en quête de solutions

La majorité des Canadiens non Québécois qui ont participé au processus de consultation du Forum des citoyens veulent que le Québec demeure au sein de la Confédération, mais si ce dernier part, alors «la rupture doit être nette, totale et définitive».

Dans le rapport final, on peut lire que le motif immédiat de la création du Forum des citoyens a été l'échec de l'Accord du lac Meech «qui a amené les Québécois francophones à désespérer de jamais trouver l'égalité, le respect et la sécurité à l'intérieur du Canada». Le rapport reconnait que si leur originalité culturelle et leurs besoins différents ne peuvent être reconnus dans le cadre d'une relation renouvelée, «il est fort possible que les Québécois veuillent sortir de la structure actuelle et poursuivre leur destinée de façon indépendante, avec ou sans association avec ce qui subsistera du Canada».

Le rapport nous apprend que les Canadiens hors Québec «ne se montrent guère ou pas du tout intéresssé à quelque forme d'association, plus ou moins étroite, avec un Québec indépendant». Toutefois, sous l'effet des pressions qui s'exerceraient sur un Canada amputé du Québec, il est tout à fait possible—certains disent même «probable»—qu'il cesse d'exister en l'espace de quelques années.

Les participants au Forum réclament justice pour les peuples autochtones et ils souhaitent que la Loi sur les Indiens, ainsi que le ministère des Affaires indiennes qui l'administre, disparaissent progressivement au fur et mesure de la réalisation de l'autonomie gouvernementale.

«Le Canada est en crise» affirme le rapport. «Une crise ressentie par les Canadiennes et les Canadiens de façon aussi immédiate qu'une sécheresse touche l'agriculteur. C'est une crise d'identité, une crise de communication, une crise de leadership.»

Lorsque le premier ministre a annoncé la création du Forum, il a demandé aux Canadiens de faire un examen de conscience, en posant une première question: «Est-ce que nous voulons encore vivre tous ensemble?» Après une consultation à travers tout le pays, à laquelle ont directement participé quelque 400 000 participants, le Forum a répondu par: «Oui, mais...»

«Lorsque nous réfléchissons à l'expérience des huit derniers mois, une chose nous frappe: le degré de convergence des vues des participants, d'abord à propos de nos dirigeants politiques dans lesquels ils n'ont plus aujourd'hui aucune confiance; puis des médias, dans lesquels ils voient un facteur de division à ce moment critique de l'histoire de notre pays; et, enfin, dans leur exigence d'être associés

Suite à la page 8

«REPRENEZ-LES DONC, MES MÉDAILLES!»

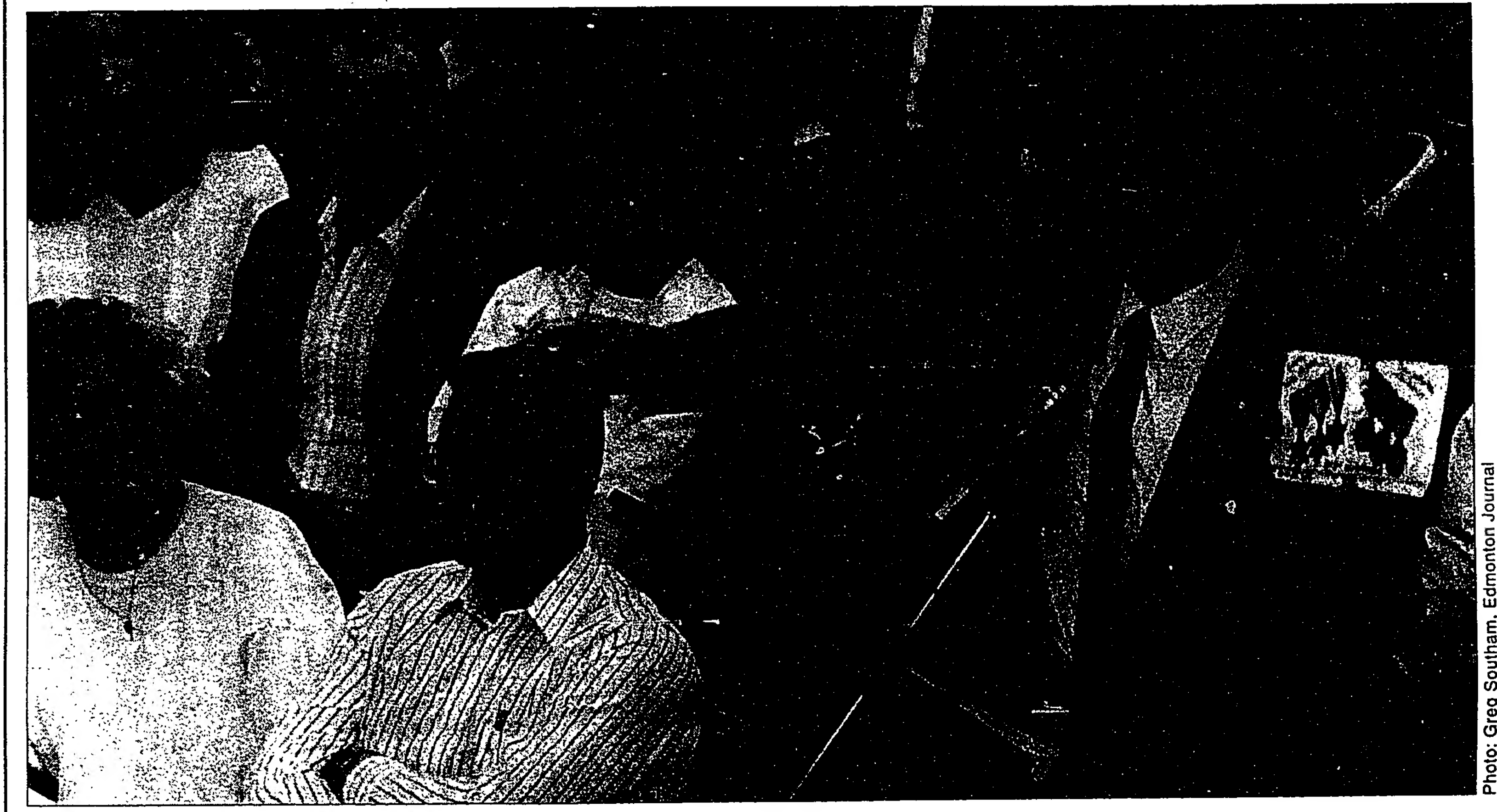


Photo: Greg Southam, Edmonton Journal

À Drayton Valley (Alberta), Les Scribner, 72 ans, ancien combattant, voulait rendre ses médailles. Il ne leur voyait plus aucune valeur, le Canada étant devenu une «maison divisée». Il voulait aussi honorer un camarade de guerre québécois qui lui avait sauvé la vie. Un tonnerre d'appaudissements l'a persuadé de garder ses médailles.

Un processus au service du peuple...

Le Forum n'a pas été une commission royale comme les autres. Au lieu de demander aux citoyens de venir témoigner devant lui, il est parti à leur rencontre.

Salons, cuisines, écoles et universités, sous-sol d'église et de temple, fermes et réserves, chambres de commerce, salles de conseil, clubs philanthropiques... trains, prisons et centres d'accueil pour sans-abris... autant de lieux où, entre janvier et avril, plus de 400 000 Canadiennes et Canadiens sont venus en toute franchise, et parfois avec passion, échanger leurs points de vue sur l'avenir du Canada.

Et cela, sans compter les quelque 300 000 participants au Forum des élèves, organisé parallèlement en collaboration avec la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants.

Dans notre Forum principal, plus de 75 000 personnes nous ont fait part de leurs idées en appelant notre numéro sans frais; près de 10 000 autres nous ont adressé des lettres, des mémoires ou des rapports personnels, et l'on estime à 315 000 le nombre de citoyens qui, répartis en 13 000 groupes, ont débattu des principaux thèmes du Forum : les valeurs et l'identité canadiennes, le Québec et l'unité du pays, les peuples autochtones, les langues officielles, la diversité culturelle, l'économie, le leadership et la démocratie.

Environ 150 organismes pancanadiens nous ont apporté leur collaboration en distribuant près de 11 000 cahiers de discussion.

Et puis, des milliers de particuliers y sont allés de leur contribution, comme madame Vera Read, de Toronto. Son objectif était ambitieux : organiser 74 groupes de discussion, autant qu'elle comptait de printemps. Son enthousiasme lui aura fait «manqué» sa cible... elle en a tenu 77!

Au bout du compte, ils auront été nombreux à imiter cette honorable Canadienne en faisant leur le processus de consultation. Résultat: c'est l'engagement massif des citoyens eux-mêmes qui constitue le *vrai* rapport.

Chronique

Le Canada a besoin d'une nouvelle stratégie d'espoir

par Keith Spicer

Les Canadiens se sont toujours plu à croire qu'ils possèdent le génie du compromis. Il est au moins aussi facile de prouver que notre don consiste, plutôt, à transformer chaque atout en problème.

Vu de loin, le Canada c'est le paradis. De l'intérieur, le Canada apparaît à certains Canadiens comme une vision dantesque de l'enfer.

Soyons honnêtes: nous sommes tous plus ou moins coupables de décrier le Canada. Notre façon à nous de parader notre patriotisme, c'est de dire du mal de cette nation sans nationalité, si vaste et si fragile.

A bien y regarder, le Canada est un renversant défi de perspective—perspective de l'esprit et du coeur. Mais pour vraiment saisir qui nous sommes et ce que nous avons entre les mains, le mieux est sans doute de nous regarder par les yeux de l'humanité.

Il y a huit mois, le Forum a entrepris une sorte d'opération chirurgicale à âme ouverte sur 26 millions de Canadiens, pour tenter de discerner comment les citoyens voient leur avenir.

Dans ce rapport, nous résumons comment nous nous y sommes pris, ce que nous avons entendu et ce que nous en pensons.

Nous avons commis quantité d'erreurs—le plus souvent en technicolor. Pourtant, en dépit de tous nos errements, je crois que nous avons su inventer, sur le tas, un processus démocratique que les Canadiens ont trouvé libérateur.

Notre travail pourrait bien s'avérer une planche de salut tendue par le peuple pour aider les politiciens à franchir quelques gouffres périlleux sur le chemin de nouvelles solutions.

Nous avons fait de notre mieux pour écouter attentivement les citoyens. Nous avons tenté d'améliorer le climat du dialogue entre nos populations cloisonnées, souvent furieuses, déboussolées et pleines de contradictions.

Enfin, nous avançons ici quelques opinions et suggestions qui nous sont propres.

«Ce pays meurt d'ignorance»

Nous tentons par là de traduire concrètement les valeurs et les rêves que les citoyens ont exprimés si éloquemment, et de dépasser certaines de leurs contradictions pour en tirer quelques grandes orientations pour l'avenir.

Nous pensons que la plupart des Canadiens sauront reconnaître leurs espoirs dans le parcours ainsi esquissé.

Il est évident que je ne revendique pas la paternité exclusive du rapport. Celui-ci est le résultat de dures négociations entre une poignée de citoyens possédant une optique et des convictions souvent radicalement différentes.

Les idées que nous présentons s'approcheront peut-être de cet accord minimal dont les politiciens devront accoucher pour conserver un pays. Si c'est le cas, peut-être les Canadiens y entendront-ils, nuancée de réalisme, une petite musique d'espoir.

Les observations qui suivent ne traduisent que mes opinions personnelles, au-delà du consensus de notre groupe.

Au cours du printemps, j'ai constaté qu'une prise de conscience de soi anglophone, plus réfléchie et plus authentique, est en train de surgir et de grandir rapidement.

J'y discerne une assurance nouvelle des anglophones et, entre autres promesses, l'esquisse d'un échange plus franc et plus ouvert avec le Québec.

Toutes les vérités ne sont pas bonnes à dire...

Ce mouvement, les gouvernants pourront le canaliser vers des positions constructives dans lesquelles les francophones du Québec, comme les Canadiens anglophones, se reconnaîtront.

Les Québécois s'entendront probablement plus facilement avec un Canada anglophone plus sûr de lui, plus cohérent et mieux campé sur ses principes qu'avec la constellation de juridictions et de positions «canadiennes anglaises» qui ont rendu notre système politique si distrayant pour les politicologues, si payant pour les avocats et si déroutant pour nous tous.

Du côté francophone, on distingue à la fois une grande confiance dans le Québec—teintée par plus de circonspection et d'ouverture d'esprit qu'on ne le croit à l'extérieur—et une grande inquiétude des communautés francophones ailleurs au Canada.

Un Québec culturellement fort n'est pas quelque «exigence nouvelle», comme certains le pensent, ni contraire au bilinguisme fédéral officiel. Le Québec et le bilinguisme fédéral—sans parler des quelques services provinciaux bilingues en dehors du Québec—sont, et ont toujours été, les deux faces de la même médaille: l'instauration, dans la pratique, du fair-play au profit de tous les citoyens parlant nos deux grandes langues de travail, le français et l'anglais.

Mais c'est le Québec qui est au coeur de la question. Le Québec est la seule entité en Amérique du Nord où les francophones peuvent se sentir complètement libres, respectés et protégés. Là, parce qu'ils sont en majorité et contrôlent les institutions clés, ils peuvent défendre la saine prédominance de leur langue et de leur culture—celle-ci étant entendue au sens le plus large, englobant toutes les façons qu'ont les Québécois d'être eux-mêmes.

Cela, ils le peuvent déjà dans une très large mesure à l'intérieur de la structure canadienne actuelle; et ils le pourront pleinement dans un Canada renouvelé.

La vitalité des communautés francophones ailleurs au Canada ne dépend pas seulement de leurs propres efforts et de la compréhension des gouvernements provinciaux. Elle repose aussi sur les piliers jumeaux que sont la politique linguistique fédérale—dont les défauts d'application sont réparables—et un Québec culturellement fort. Tous deux ont besoin de l'appui ferme et non équivoque du gouvernement fédéral.

À mesure que les Québécois et leur vingt millions d'alliés—souvent réticents et même parfois irascibles—du Canada anglophone comprendront mieux cette nécessité dans le contexte nord-américain global, je pense qu'ils se rejoindront plus souvent sur la même longueur d'onde. Et c'est là le point de départ obligé de toute nouvelle entente durable.

Nous avions réservé une place de choix aux autochtones dans notre consultation. Les Premières nations, loin de poser seulement un défi moral et un «problème» au Canada, doivent faire partie intégrante de toute solution.

Premièrement, parce qu'elles peuvent nous aider à sentir cet immense territoire que nous partageons et nous apprendre à le respecter. Deuxièmement, parce que les autochtones tendent à aborder les différends d'une manière plus consensuelle, moins conflictuelle, une approche que nos politiciens seraient bien inspirés de suivre. Enfin, avec leur culture riche et variée, les peuples autochtones peuvent inscrire notre vie et notre destinée au Canada dans une dimension spirituelle plus profonde.

En ce qui concerne la réforme constitutionnelle, j'exhorterai le gouvernement à reconsidérer son rejet d'une assemblée constituante, sous quelque forme que ce soit, ou d'un processus similaire qui permette aux citoyens de se sentir partie prenante à l'élaboration de la Constitution. Le gouvernement devrait, au contraire, encourager au sein du public un débat, sur la base d'une meilleure information des citoyens, concernant les avantages et les inconvénients de cette idée, et les diverses formes concrètes qu'on pourrait lui donner. La forme retenue, quelle qu'elle soit, devrait être assortie de la garantie inviolable que ni le Québec, ni aucune région, puisse être écrasée par des votes majoritaires: un consensus extrêmement grand devrait être une règle impérative.

Nombre de Canadiens, particulièrement en dehors du Québec, s'interrogent sur tel ou tel aspect essentiel de cette approche, tout en la trouvant attrayante.

«Nous devons tous... faire ce qu'il y a de plus difficile au monde: changer d'avis»

C'est aussi mon cas, estimant que, ce faisant, on pourrait au moins cerner les principes d'une nouvelle constitution avant sa rédaction finale. Et cette méthode pourrait conférer à la loi fondamentale davantage de crédibilité que n'en permet le discrédit dont souffre le système politique actuel.

Je pense également que, si nous parvenons à élaborer une nouvelle constitution, elle devrait être soumise d'une façon ou d'une autre à la ratification du peuple. Une telle consultation pourrait prendre la forme d'un référendum, exigeant de fortes majorités d'avis favorables au Québec et dans toutes les régions; ou encore la forme d'un forum des citoyens qui serait manifestement non-partisan et procéderait à une consultation plus complète.

Deux mises en garde: un tel processus devrait être précédé par une négociation des plus exhaustives et être conçu de telle manière qu'il nous unisse plus qu'il ne nous divise.

Le Sénat. Une assemblée législative non-élue, telle que notre Chambre haute, est un affront à la démocratie. Le comportement scandaleux de certains sénateurs, ces dernières années, n'a pas seulement éclaboussé les nombreuses personnes de qualité qui siègent dans cette enceinte; il a ébranlé aussi la foi des Canadiens dans tout le régime politique.

Je suis partisan d'une étude sérieuse de formules telles qu'un Sénat «triple E» (élu, efficace et à représentation égale) ou, peut-être mieux encore, quelque variante du Bundesrat allemand—chambre haute de type «Conseil des provinces»—dont les chefs de gouvernements provinciaux et leurs principaux ministres seraient membres d'office.

À défaut d'une réforme fondamentale, je pense, comme mes collègues, qu'il faut abolir le Sénat.

Le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest restent notre dernière frontière. Il faut que la voix de leurs habitants soit mieux entendue à Ottawa et à la table des négociations constitutionnelles. Nous devons apprendre à mieux connaître les défis, le potentiel et la culture du Nord et faire en sorte que, dans l'imaginaire des Canadiens, le Nord devienne symbole d'unité. Notre pays, c'est l'hiver...

Pour ce qui est du premier ministre, je considère que notre consensus des commissaires traduit insuffisamment la colère dont il est la cible, et n'en analyse pas suffisamment les raisons ni la signification.

Je trouve que notre rapport présume un peu trop facilement qu'être premier ministre et vilipendé vont de pair; et, de la même façon, il traite un peu trop allégrement le premier ministre comme juste un «politicien parmi d'autres» qui méritent des reproches.

Qui possède un grand pouvoir doit assumer la responsabilité de ce qu'il en fait. Aujourd'hui, le pays voue le premier ministre aux gémonies. Il se trouve que je le respecte bien plus que ne le font beaucoup d'autres, mais je considère néanmoins que notre version consensuelle minimise le mécontentement dont il est l'objet.

Je me dois d'ajouter que le premier ministre—même lorsque la transparence de notre processus ne lui permettait plus d'ignorer que notre rapport s'en prendrait à lui et à plusieurs de ses politiques—a tenu la parole qu'il m'avait donnée, à savoir que notre rapport serait universellement distribué aux Canadiens.

En ce qui concerne l'environnement, je suis partisan d'en faire l'une de nos grandes priorités nationales, en équilibre raisonnable avec les besoins économiques légitimes des Canadiens. Les politiques et mesures de contrôle

DES DÉBUTS QUI SUSCITÈRENT L'ENTHOUSIASME

L'opposition demande l'arrêt des travaux...

Normand dénonce la commission Spicer

«C'est une farce monumentale»
—Lucien Bouchard

Les Canadiens ne croient pas à la «Spicer-thérapie»

La controverse poursuit la Commission

Deux avis en marge

La version finale du rapport du Forum a fait l'objet d'un accord unanime des commissaires, bien que deux d'entre eux aient formulé des commentaires à part qui sont joints au document principal.

Monsieur Richard Cashin a mis trois aspects en exergue :

• Le caractère limitatif du processus de consultation, dont les résultats ne seraient pas représentatifs du point de vue de tous les Canadiens, mais uniquement de ceux qui participaient au Forum.

• L'insistance qu'il a perçue sur les «concepts de démocratie directe de style américain... qui cadrent mal avec notre système parlementaire».

• Le risque de perdre de vue «l'enjeu principal—celui de l'unité canadienne»—dans le bouillonnement des questions soulevées par les participants, ainsi que le permttait l'ampleur du mandat du Forum.

Pour sa part, Monsieur Robert Normand estime que le processus de consultation pèche par sa superficialité, surtout au sujet de la place du Québec dans un Canada renouvelé, et il juge «particulièrement timides» les propositions formulées à cet égard. Il regrette que le rapport du Forum n'accorde que peu d'attention aux communautés francophones hors Québec et juge que les dépenses du Forum ont été «beaucoup trop élevées en regard de la qualité du produit final».

Les commissaires du Forum des citoyens.

Keith Spicer, président, ancien président du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC).

Richard Cashin, président, Syndicat des pêcheurs et des travailleurs de l'alimentation et travailleurs assimilés (Terre-Neuve).

Carole Corcoran, avocate et ancienne administratrice de la bande indienne de Fort Nelson (Colombie-Britannique).

Felix (Fil) Fraser, commissaire en chef de la commission des droits de la personne de l'Alberta.

Thomas Kierans, président de l'Institut C.D. Howe.

James Matkin, président-directeur général du Business Council of British Columbia.

Robert Normand, président et éditeur du quotidien Le Soleil de Québec.

Raymond Sirois, président du conseil et président-directeur général de la Société Québec-Téléphone.

Roger Tassé, vice-président exécutif, Affaires juridiques et environnementales chez Bell Canada.

Susan Van De Velde, agricultrice et militante dans l'action communautaire (Manitoba).

Elsie Wayne, maire de Saint-Jean (Nouveau-Brunswick).

Helena Zukowski, scénariste et auteure (Colombie-Britannique).

Pour acheter d'autres versions de ce rapport (texte complet imprimé ou sur bande, résumé audio ou vidéo ou rapport du Forum des élèves), appeler le 1-800-561-6069.

devraient protéger les éléments vitaux que sont l'air et l'eau; les ressources renouvelables comme les forêts; les sites historiques; et les espèces menacées.

Un dernier mot sur le Forum lui-même. Le gouvernement a dû le constituer en catastrophe, et lui a imposé une structure peu maniable. La tâche du Forum n'en a pas été facilitée et il en a éprouvé d'autant plus de mal à prendre ses distances par rapport au gouvernement. L'automne dernier, la situation exigeait peut-être que le gouvernement lui mette le pied à l'étrier. Toutefois, idéalement, tout nouveau forum des citoyens devrait être créé, géré et financé par les citoyens eux-mêmes.

Une impression personnelle, enfin, que je crois partagée par la plupart de mes collègues, sinon tous.

Ayant sillonné le pays dans tous les sens, arpenté l'asphalte des grandes villes et la terre des campagnes les plus reculées, rencontré des gens de toutes origines et conditions, j'ai perçu chez les Canadiens une grande communauté de valeurs et d'idéaux. Tous, nous avons suffisamment en commun pour nous lier beaucoup plus fortement qu'aujourd'hui.

Quels sont ces valeurs et idéaux?

La liberté et la dignité dans la diversité, sans exclusive d'aucune culture ou race; une démocratie sourcilleuse; la solidarité sociale; une société ordonnée où l'on peut vivre en sécurité; un environnement propre; la notion, tacitement admise, de «Nord»; un rôle de pilier de la paix, plus indépendant, dans un monde toujours plus interdépendant; le droit d'aimer ce pays un peu, beaucoup, passionément... ou pas du tout. Ou comme le disait Yvon Deschamps dans un tout autre contexte: «N'importe où, n'importe quand, n'importe comment, n'importe combien».

Le Canada est en proie à des crises jumelles, l'une structurelle, l'autre, plus profonde et plus délicate, spirituelle. La malédiction de notre système politique aura été de privilégier la structure encore et toujours—et l'on s'étonne ensuite que nul n'ait vu autre chose dans le Canada que des formules d'amendement.

«Il y a place pour tout le monde dans ce canot mythique qu'est le Canada»

Nous sommes aujourd'hui plongés dans une crise spirituelle telle qu'il nous faut trouver, très vite, des structures nouvelles avec l'espoir qu'elles dureront très longtemps. De l'écoute de milliers de Canadiens, dont certains se sentaient tellement aliénés qu'ils récusaient le nom même de Canadien, j'ai tiré quelques conclusions:

• Les citoyens réclament qu'on les écoute d'abord, puis que les gouvernements gouvernent avec vision et courage, au lieu de le faire à coup de sondages d'opinion et de se livrer à des jeux partisans stériles;

• Pour peu que nos dirigeants fassent preuve de bon sens, d'imagination, de générosité et de beaucoup de courage, ils sauront donner forme pratique et équitable aux espoirs d'avenir de la plupart des Canadiens, quelles que soient les structures requises pour cela;

• Nous tous—citoyens comme politiciens—devons faire notre part en prenant personnellement la responsabilité et l'initiative de poursuivre le dialogue entre tous les Canadiens;

• Nous tous devons profiter de ce dialogue pour écouter, apprendre et, au besoin, faire ce qu'il y a de plus difficile au monde: changer d'avis.

Ce pays se meurt d'ignorance et de notre refus obstiné d'apprendre. Avec leur suffisance paresseuse et cynique, nos responsables n'ont que trop longtemps ridiculisé, avec les qualificatifs de «simplistes» et «naïves», les solutions pratiques évidentes à ces problèmes: des possibilités de voyages et d'échanges largement ouvertes, par exemple, et un meilleur enseignement d'un minimum d'histoire commune.

Seule une remise en cause courageuse dans une perspective mondiale, une nouvelle façon de penser à coeur et esprit ouverts, peuvent transmuer la crise actuelle en promesse d'avenir. Sachant combien les hommes répugnent à changer, connaissant le conservatisme traditionnel des Canadiens et les stéréotypes néfastes qui passent aujourd'hui pour la vérité, cette remise en cause ne sera pas chose facile, loin de là.

Mais ce pays en vaut la peine. Le monde entier le dit et la plupart des Canadiens le pensent.

J'arrive à la fin de notre part dans cette tâche—qui n'est que le commencement d'un commencement—nettement plus optimiste. Les centaines de milliers de citoyens qui ont investi dans le Forum leur temps et leur énergie, leurs idées et leur créativité, se sont avérés moins moroses, cyniques et fermés que nous le craignions. Leurs positions n'étaient pas aussi polarisées, leurs lignes de bataille n'étaient pas des tranchées.

Il reste beaucoup à faire et maintes difficultés à surmonter. Nous pensons que notre travail esquisse à tout le moins des orientations que la plupart des Canadiens veulent voir notre pays emprunter. Après tout, il y a place pour tout le monde dans ce canot mythique qu'est le Canada, pourvu que nous sachions rouvrir nos esprits et respecter la dignité des autres à travers leur différence.

Je reste sceptique sur beaucoup de choses, mais pas sur le Canada. Je crois à ce que les gens nous ont dit: nous pouvons tous survivre ensemble, ici, dans cette contrée inimaginable. Notre génie pour le compromis, qui a depuis longtemps fait ses preuves, peut et doit nous permettre—et nous permettra sans aucun doute—de nous adapter à des relations nouvelles entre nous, même d'une nouveauté étonnante.

Cette idée d'un Canada qui inspirerait l'humanité est magnifique. Elle mérite qu'on la défende avec beaucoup plus de flamme et de passion que n'en témoignent la majorité d'entre nous, même nos chefs politiques.

Quelle somme d'énergie, d'imagination, d'honnêteté et d'amour gaspillons-nous, oublieux de ce que le Canada représente pour le monde. De quelles réalisations ne serions-nous pas capables, pour nous-mêmes, nos enfants, le monde entier, si nous savions saisir l'occasion de la crise morale dans laquelle nous sommes plongés aujourd'hui pour amorcer une renaissance spirituelle.

Si nous décidons de saisir cet idéal, nos compromis mal ficelés pourront décevoir certains qui aimeraient, souvent pour d'excellentes et saines raisons, brandir drapeaux et oriflammes. Nous nous devons d'abord de rester fidèles à qui nous sommes réellement. Et aussi à tout ce que nous avons en commun: nos coeurs battent davantage à l'unisson que nos oreilles n'osent l'entendre.

Le poète Patrick Anderson a dit que le Canada est «le vent qui cherche un drapeau». Peut-être, un jour, si nous dominons nos peurs et apprenons à nous connaître comme de simples êtres humains, quelque brise du Nord trouvera notre drapeau—tous nos drapeaux—et nous rappellera cette élémentaire vérité : un pays commence et finit par son peuple.

CE QUE NOUS AVONS ENTENDU

« Le Québec doit faire partie du Canada pour toujours. Perdre le Québec serait à peu près aussi grave que de perdre ses jambes...»

Lettre de Colombie-Britannique

AU DÉBUT DE CHAQUE DISCUSSION DE GROUPE DU FORUM, ON demandait aux participants quels étaient, d'après eux, les grands problèmes auxquels le Canada est confronté. Voici les thèmes qui se dégagent des rapports des groupes de discussion ainsi que des lettres, mémoires et appels téléphoniques que nous avons reçus :

- *l'identité et les valeurs canadiennes,*
- *le Québec et l'unité canadienne,*
- *les peuples autochtones,*
- *les langues officielles,*
- *la diversité culturelle,*
- *l'économie canadienne,*
- *le leadership et la démocratie.*

1 L'identité et les valeurs canadiennes

Les citoyens qui se sont adressés au Forum ont parlé de ce que cela représente à leurs yeux que d'être Canadiens. Nombre d'entre eux ont pris leurs voisins américains comme point de comparaison — disant que nous sommes "*davantage ceci*" et "*moins cela*" qu'eux — et beaucoup pensent par ailleurs que le Canada a des valeurs et des aspirations sociales différentes non seulement des leurs mais aussi de celles de tous les autres peuples du monde.

L'un des messages qui nous est parvenu le plus clairement, c'est que l'égalité et l'équité doivent être les principes directeurs de notre société.

«Nous croyons que la plupart des Canadiens veulent une société qui (...) protège les intérêts nationaux tout en garantissant les droits individuels (...) qui protège les libertés, de telle façon que les individus puissent vivre comme ils l'entendent aussi longtemps qu'ils n'empiètent pas sur les droits des autres.»
Terre-Neuve

«Demandez aux Canadiens ce qui fait qu'ils sont Canadiens et le régime d'assurance-maladie est la première réponse qui leur vient à l'esprit. Tout l'éventail des programmes cofinancés, depuis les paiements de transfert entre provinces jusqu'à l'assurance-maladie et Radio-Canada. est très important pour le Canada.»
Vancouver

Les Canadiens ont également dit au Forum qu'ils se considèrent comme un peuple qui règle ses différends de manière pacifique, par la consultation plutôt que la confrontation. Beaucoup souhaitent des échanges directs entre Canadiens des différentes régions du pays.

«Il est vraiment important d'avoir des programmes d'échange, car le meilleur moment pour apprendre une langue, c'est quand on est jeune. Et ce sont deux cultures différentes. Une fois qu'on passe un certain temps ici, on commence à se parler à soi-même en français et à rêver en français...»
Un élève de Vancouver, âgé de 16 ans, en visite d'échange à Québec

«Lorsque j'étais enfant, le gouvernement a subventionné mon voyage scolaire au Québec. Je n'étais jamais sorti de la province. J'ai conservé les amis que je me suis faits là-bas. N'est-ce pas là ce que nous attendons de ce pays?»
Un Torontois originaire de Terre-Neuve

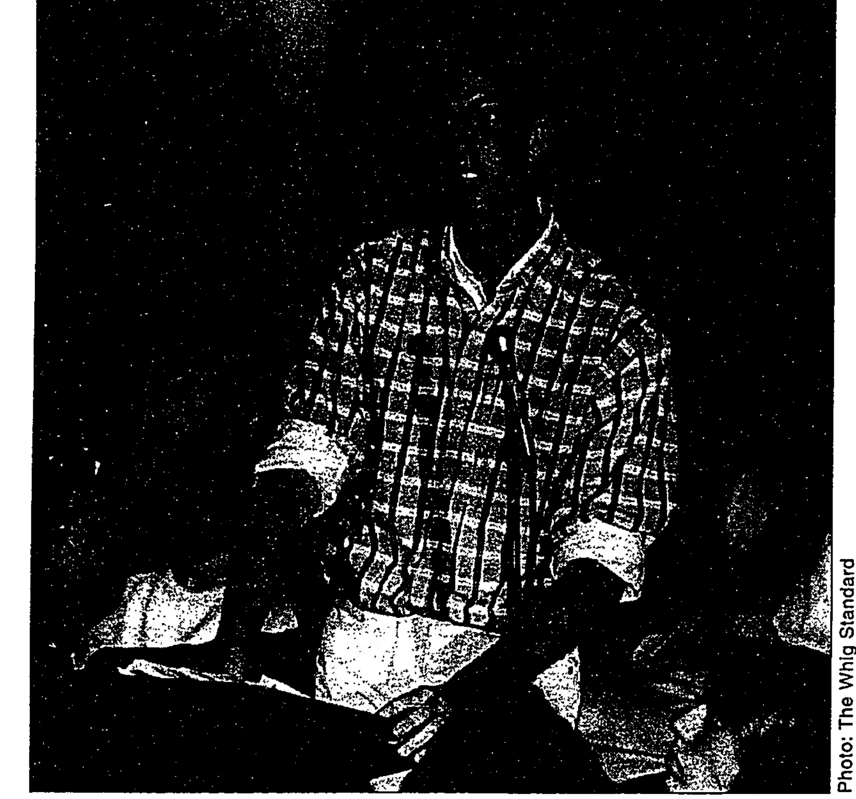
«Si, dans dix ans, un étranger en visite au Canada me demandait pour quoi mon pays est connu, j'aimerais pouvoir répondre...'je pense que le Canada est célèbre pour ses relations pacifiques, à l'intérieur comme à l'extrieur'».
Manitoba

«Nous pensons qu'il faudrait adopter une loi pour que tout le monde fasse un voyage au Québec. Il est facile de craindre ce que l'on ne connaît pas, mais on ne peut avoir peur d'un visage souriant ou d'une poignée de main...»
Un résident de Wainwright, qui s'est rendu à Marieville, dans le cadre d'un échange parrainé par le Forum

Les participants ont dit maintes fois, et avec ferveur, au Forum que l'insuffisance de leurs connaissances les empêche de découvrir d'autres régions du pays et leurs concitoyens qui y vivent, et que c'est en nous connaissant mieux nous-mêmes que nous pourrons résoudre nos problèmes de manière consensuelle. Certains demandent que l'enseignement de l'histoire du Canada devienne obligatoire dans toutes les écoles. Ils tiennent le système éducatif et les médias largement responsables de leurs lacunes dans ce domaine.

«Je suis atterré de constater l'ignorance de notre histoire qui sévit chez beaucoup de nos adolescents. Comment les gens pourraient-ils prouver fierté et loyauté à l'égard de quelque chose qu'ils connaissent si mal?»
Toronto

«Peut-être, lorsqu'on se décidera enfin à récrire les manuels d'histoire de ce pays, afin qu'on y parle de nous et de tout ce que nous avons apporté au Canada, les gens commenceront-ils à comprendre que nous ne sommes pas un problème, que nous sommes des êtres humains.»
Un participant autochtone à la télé-tribune de Whitehorse



Jason Westrate, étudiant, s'exprime à Gananoque, Ontario

Nombre de participants, surtout les Canadiens de fraîche date et ceux qui ont beaucoup voyagé, reconnaissent et apprécient la réputation dont jouit le Canada dans le monde.

«Comment pourrait-on ne pas être optimiste quand on vit dans un pays envié du monde entier? Il est incompréhensible que certains Canadiens rêvent de le détruire.»
Alberta

«Les Canadiens sont généralement respectés partout dans le monde. Leurs valeurs et idéaux se reflètent dans les politiques et activités internationales de notre pays et sont souvent chaleureusement loués et appréciés à l'étranger.»
Un groupe de discussion formé par des Canadiens vivant à Lagos, au Nigéria

Beaucoup voient dans les coupures budgétaires imposées à la Société Radio-Canada et Via Rail une certaine indifférence à l'égard des symboles nationaux. Celles-ci, ajoutées aux changements d'uniforme de la GRC, où le port du turban est désormais autorisé, et aux réductions de service opérées par Postes Canada, témoignent de ce que le gouvernement néglige ou détruit activement les institutions qui devraient contribuer à l'unité canadienne.

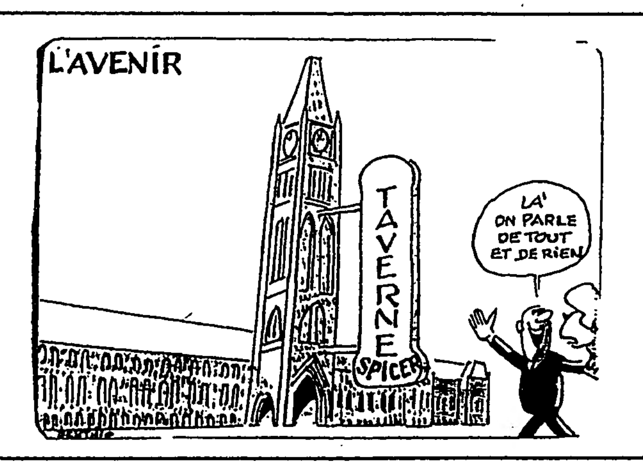
«On m'enlève mon pays. Je vois des coupures dans le réseau de communications dont ce pays a besoin pour se parler à lui- même. Radio-Canada se meurt, Via Rail dépérit et il est question de jeter la culture sur la table des négociations avec le Mexique.»
Toronto

«Les Postes sont la seule présence fédérale dans notre localité. Il faut conserver des liens si l'on veut garder le pays entier. L'un de ces liens devrait être une Poste fédérale.»
Saskatchewan

En dehors du Québec, la grande majorité des citoyens qui ont parlé au Forum souhaitent un gouvernement central fort qui saura agir résolument pour guérir les maux économiques du pays, unifier ses citoyens et réduire les divisions et la discorde entre groupes ou régions. Ce n'est pas qu'ils ne soient pas attachés à leur province ou région,

Dessins et desseins







mais leur fidélité envers le Canada l'emporte.

Ailleurs qu'au Québec, un petit nombre de participants ont préconisé un renforcement des régions au détriment du pays dans son ensemble.

«Il nous faut un gouvernement central fort, qui sache percevoir le bien commun au-delà de toutes les petites querelles régionales.»
Nouveau-Brunswick

«Ce serait une grave erreur que d'affaiblir les pouvoirs actuels d'Ottawa sans réfléchir pleinement à toutes les ramifications (...) Il ne faut pas amoindrir les pouvoirs fédéraux, plutôt les renforcer et même les élargir, si possible.»
Ontario

Nous laissons le mot de la fin sur l'identité et les valeurs canadiennes à un citoyen de Braeside, en Ontario :

«Nous sommes pour l'humilité, l'égalité et la tolérance. Nous sommes les «Américains tranquilles». Assemblage de minorités, nous essayons et réussissons la plupart du temps à vivre ensemble dans l'harmonie, même si ce n'est pas toujours facile. Le monde extérieur sait nous décrire mieux que nous n'en sommes capables nous-mêmes. C'est peut-être dû au fait que la remise en question perpétuelle de notre identité fait partie de notre identité. Oh oui, les Canadiens ont une identité. En fait partie notre croyance que nous avons tous un droit égal d'être différents.»

2 Le Québec et l'unité canadienne

En 1965, la Commission royale sur le bilinguisme et le biculturalisme lançait une mise en garde, estimant que le pays traversait la plus grave crise de son histoire. En 1979, le Groupe de travail sur l'unité canadienne réitérait l'avertissement et l'amplifiait disant que le Canada était entré dans une phase encore plus grave et plus critique.

Cette fois, en 1991, ce ne sont pas les élites, les universitaires, les gens d'affaires, les politiciens et les journalistes qui nous parlent de crise, ce sont les gens, Monsieur et Madame Tout le monde, d'un bout l'autre du pays.

«... si les Canadiens anglais n'ont pu se résoudre ne serait-ce qu'aux concessions minuscules et défensives de l'Accord du lac Meech, comment pourraient-ils accepter une modification substantielle de la Constitution actuelle?»
Québec

«Je ne veux pas de la séparation. Comme me l'a dit ma femme canadienne-française, avec des larmes dans les yeux: 'Ne me dis pas que j'aurai besoin d'un passeport pour aller voir ma famille'.»
Nouveau-Brunswick

«Le Canada ne peut pas être sauvé : depuis le début il y a une différence de perception - le Québec se voit comme un demi, le Canada le voit comme un dixième (...) L'avenir du Québec ne doit pas se décider à Terre-Neuve - ou au Manitoba (...) Le Québec n'est pas une région, c'est une nation»
Groupe de discussion au Québec

Pour la plupart des participants ailleurs qu'au Québec, il ne faut pas acheter le maintien de la province dans la Confédération au prix de la destruction ou de l'atteinte à ce qu'ils chérissent le plus. Ils sont conscients de la possibilité réelle que le Québec se sépare.

«Cette lettre émane d'un Canadien qui préfèrerait vivre en harmonie à côté d'un Québec étranger, amical, plutôt qu'avec une province mécontente et réticente.»
Colombie-Britannique

«Cessons de parler dans le vague de souveraineté-association jusqu'à ce que tout le monde sache ce qu'elle représente. Les politiciens du Québec ont amené les Québécois à croire qu'ils pourront survivre en tant qu'État séparé avec tous les avantages de l'appartenance au Canada, sans connaître aucun des problèmes associés à l'indépendance. Que l'on fixe les conditions maintenant, afin que tout le monde sache bien ce que signifie la séparation véritable.»
Ontario


Photo: The Vancouver Sun
Des sans-abri dans une discussion de groupe à Vancouver


Photo: Medicine Hat News
Échanges sur l'avenir du Canada avec des Albertains dans un restaurant de Manyberries

«Je veux que le Québec reste dans la Confédération, mais comme un égal, pas comme un supérieur. L'avidité et l'égoïsme du Québec me troublent. Si le Québec se sépare, il ne faut pas qu'il y ait de souveraineté-association, ni d'union économique, ni de monnaie commune. Si le Québec fait éclater le pays, il deviendra un ennemi, et l'on ne fréquente pas ses ennemis.»
Colombie-Britannique

«... si le Québec se sépare, cela devrait se faire à l'amiable, mais sans maintenir d'attaches. Je n'arrive pas à croire que nous puissions réaliser des progrès avec une monnaie commune. Le Canada devrait pouvoir maintenir un couloir à travers le Québec et avoir librement accès à la voie maritime du Saint-Laurent.»
Ile-du-Prince-Édouard

Les participants au Forum se disent souvent disposé à reconnaître le particularisme culturel et linguistique du Québec. Ce qu'ils éprouvent toutefois de la difficulté à accepter, c'est que le gouvernement provincial du Québec tire de la différence culturelle des pouvoirs spéciaux tels que l'on aurait deux définitions différentes des droits et obligations attachés à la citoyenneté canadienne. Le fait français au Canada, représenté dans une large mesure par le Québec, est vu par nombre de participants comme l'une des caractéristiques qui distinguent notre pays. Ceux qui l'apprécient le plus sont également les plus attristés à la perspective de perdre le Québec.

«La plupart des gens avec qui j'en ai parlé ne veulent pas d'un pays divisé. Ils ne nient pas non plus aux Québécois le droit de préserver leur langue et leur culture.»
Ontario

«Rendons donc obligatoire pour tous les Canadiens, à tout le moins, de bien connaître l'anglais et le français, vraiment bien. Combien nous serions fiers d'être différents des Américains. Combien ce serait amusant de pouvoir nous écouter raisonner et déraisonner.»
Colombie-Britannique

«Je ne peux pas plus imaginer le Canada sans le Québec que la Nouvelle-Écosse sans le Cap Breton. Le Québec représente un gros morceau de mon âme culturelle de Canadien.»
Nouvelle-Écosse

«Le Québec doit faire partie du Canada pour toujours. Perdre le Québec serait à peu près aussi grave que de perdre ses jambes. La langue française fait partie intégrante de notre patrimoine. Tant pis si les autres Canadiens ne savent pas ce que signifient 'sud' et 'nord'.»
Lettre de Colombie-Britannique

«Il y a le Québec qui n'arrête pas de dire 'moi, moi, moi', le Canada anglais qui n'arrête pas de dire 'moi, moi, moi', et d'autres groupes culturels qui font de même. Personne ne dit 'nous'.»
Un élève de la Colombie-Britannique

Une écrasante majorité des participants pensent que la séparation du Québec aurait une incidence néfaste sur le Québec et sur le reste du Canada. Les minorités francophones ailleurs qu'au Québec s'inquiètent beaucoup de la place qui leur reviendrait dans un Canada sans Québec. Les Québécois anglophones, qui sont nombreux à appuyer les aspirations culturelles et linguistiques des francophones, ont des préoccupations analogues quant à leur avenir advenant la séparation du Québec.

«C'est peut-être psychologique, mais le Canada sans le Québec serait exposé encore plus à l'érosion, la dissipation et aux dissensions régionales.»
Yukon

«Les francophones hors Québec seraient encore plus une minorité qu'à l'heure actuelle. Nous devrons lutter pour ne pas être assimilés. C'est très inquiétant pour les Acadiens du Nouveau-Brunswick - nous avons tout à craindre d'une union avec les autres provinces maritimes.»
Nouveau-Brunswick

«...nous craignons que si le Québec se séparait, notre pays soit avalé par les États-Unis.»
Ontario

3 Les peuples autochtones

Le guide de discussion du Forum invitait les participants à se prononcer sur trois questions : les rapports entre les autochtones et les non-autochtones, le règlement des revendications territoriales et l'accession à l'autonomie politique. Des citoyens de partout au pays ont avoué être mal renseignés sur le dossier autochtone, ce qui explique leur réticence à formuler des recommandations précises.

Les revendications et les aspirations des autochtones comptent

CE QUE NOUS AVONS ENTENDU

« On m'enlève mon pays (...) Radio-Canada se meurt, Via Rail dépérit et il est question de jeter la culture sur la table des négociations avec le Mexique.» Toronto



Photo: Northern News Services Ltd.

Les tambours du Delta au Forum des citoyens à Tuktoyaktuk (T.-N. O.)

CE QUE NOUS AVONS ENTENDU

«La question des droits des autochtones est la preuve que le racisme est profondément ancré dans notre société.» Île-du-Cap-Breton

toutefois parmi les questions qui ont suscité le plus de préoccupations et donné lieu à une quasi-unanimité chez les citoyens qui se sont adressés au Forum. Aux yeux de la grande majorité des participants, l'histoire des rapports entre autochtones et non-autochtones est scandaleuse et une source de honte pour tout le pays.

«Quand on pense qu'à Oka, le drame a été déclenché par quelqu'un qui voulait aménager un terrain de golf à un endroit où il y a des sépultures indiennes! Si on ne respecte pas les Indiens plus que cela, c'est que quelque chose ne va pas.»
Québec

«La question des droits des autochtones est la preuve que le racisme est profondément ancré dans notre société.»
Un groupe de discussion du Cap Breton

Bien que le Forum n'ait entendu qu'un petit nombre d'autochtones, ceux-ci ont exposé par des propos chargés d'émotions et convaincants les conditions économiques et sociales effroyables qu'ils connaissent.

«Je suis un 'problème' depuis que je suis né (...) Il est temps que nous récrivions les livres d'histoire afin que nous y soyons inclus, afin que les gens comprennent que nous ne sommes pas un problème - nous sommes un peuple qui a un riche passé.»
Yukon

«Nous, autochtones, ne voulons pas perdre nos droits autochtones. Nous voulons participer à l'amélioration de la Constitution. Nous voulons nous occuper de revendications territoriales et amener les gens à s'intéresser aux questions et aux préoccupations proprement autochtones. Les autochtones devraient avoir leur propre commission et réviser la Loi sur les Indiens.»
Territoires du Nord-Ouest

Plusieurs ont tracé des parallèles entre la situation des autochtones et celle du Québec.

«S'il y a un groupe 'distinct', c'est celui des peuples autochtones du Canada. Nos peuples autochtones s'offensent de ce que les Québécois soient considérés comme une nation fondatrice, et je dois avouer que je trouve extraordinaire qu'il n'en soit pas de même pour les Indiens.»
Manitoba

4 Les langues officielles

Les avis des participants au Forum sur la coexistence du français et de l'anglais au Canada sont partagés. La majorité d'entre eux s'opposent farouchement à la façon dont la politique des langues officielles est appliquée mais une minorité importante, souvent les mêmes, se félicitent que la population canadienne soit composée de deux groupes linguistiques différents qui, disent-ils, confèrent encore plus de particularité au pays. Il faut faire une distinction entre les changements que les citoyens aimeraient voir apporter à l'application de la politique et la valeur qu'ils attachent au bilinguisme en tant qu'objectif personnel, pour eux-mêmes ou pour leurs enfants. Un participant de Manotick, en Ontario, a résumé le dilemme en ces termes :

«Ce devrait être un atout que de posséder deux langues, mais l'administration du "bilinguisme officiel" a fait d'un atout potentiellement merveilleux et unificateur quelque chose de nuisible, qui engendre la division»

Quant aux adversaires du bilinguisme, voici ce qu'il pensent :

«Le bilinguisme a échoué. Le Québec devrait préserver les droits en matière d'utilisation de la langue française sur son territoire. Le reste du Canada est et demeurera anglais. Nous n'avons plus les moyens de financer cette politique.»
Alberta

«Je ne pense pas que le français doit être protégé au Québec seulement. C'est une des deux langues nationales du Canada et c'est un des facteurs de l'identité canadienne (...) Il faut de la tolérance de part et d'autre.»
Manitoba

L'utilisation faite par le gouvernement du Québec de la clause dérogatoire, dans le but de soustraire sa politique linguistique aux dispositions pertinentes de la Charte canadienne des droits et liberts, a été vivement critiquée.

«J'aimerais que le Canada soit bilingue, mais je ne voudrais pas voir le bilinguisme imposé dans des régions où il n'y a pas de francophones. Je pense par ailleurs que l'affichage devrait se faire dans les deux langues au Québec.»
Alberta

«L'antipathie canadienne envers le Québec est largement imputable à la charte de la langue du Québec.»
Colombie- Britannique

«Dans les années 1970, le Canada anglais a tendu la main au Québec pour l'apaiser, et c'est ainsi que naquit le bilinguisme officiel. L'histoire du bilinguisme officiel des 25 dernières années est l'histoire d'un échec, et aujourd'hui le Québec s'en fout et est en train de préparer le terrain pour sa séparation définitive.»
Ligne 1-800

5 La diversité culturelle

Les citoyens ont dit au Forum que la grande diversité ethnique et culturelle de la population canadienne constitue un de ses principaux attraits. Par contre, la façon dont notre politique multiculturelle est appliquée essuie de sévères critiques.

L'énorme majorité des participants nous ont rappelé que, pour édifier un pays uni, il convient de mettre l'accent sur nos traits communs plutôt que de nous accrocher à nos différentes origines. Nombre d'entre eux voient dans le financement du multiculturalisme un exemple de la tendance du gouvernement à attiser les discordes au lieu de promouvoir l'unité.

«Le multiculturalisme est une source de division en soi (...) nous passons beaucoup trop de temps à nous différencier et pas assez à cultiver notre identité nationale.»
Ontario

«D'une façon générale, il est bon d'être fier de son héritage culturel. La mosaïque que nous formons est un des traits caractéristiques de notre pays, qui nous différencie du creuset américain. Il faut célébrer l'art, la musique ainsi que les traditions culturels et ethniques, comme au Folklorama de Winnipeg. Nous devons toutefois rester Canadiens avant tout et cultiver cette identité par le biais de l'éducation et par l'organisation de manifestations culturelles. Il faut nourrir ce sentiment d'appartenance pour ne pas oublier qui nous sommes.»
Richmond, Colombie-Britannique

«Notre groupe est convaincu qu'il faut s'efforcer de préserver la diversité culturelle dans notre pays et qu'il faut tolérer la spécificité ethnique. Il trouve, par contre, que (...) c'est aux groupes minoritaires qu'il appartient de promouvoir leur propre langue et leur culture à la maison et dans leur milieu culturel. A notre avis, la promotion de ces différences ethniques, culturelles et linguistiques NE DEVRAIT ABSOLUMENT PAS SE FAIRE À COUPS DE SUBVENTIONS GOUVERNEMENTALES.»
Québec

«Ce n'est pas dans les rituels visibles ni dans la langue que réside la véritable culture; c'est plutôt une philosophie personnelle de la vie. L'État ne devrait pas contribuer au financement d'activités multiculturelles, car c'est une source de discorde qui compromet l'unité du pays.»
Alberta

« Mes origines se situent en Europe du Nord - Allemagne, Russie, Danemark et Angleterre - et je ne suis pas venu au Canada avec l'idée de m'accrocher à ce passé, mais plutôt avec celle de faire mon possible pour devenir Canadien.»
Ontario

6 L'économie canadienne

Les participants au Forum ont exprimé un sentiment d'insécurité profonde devant la conjoncture et les perspectives économiques du Canada. Bon nombre n'acceptent pas les bouleversements causés par des mesures dictées par les forces du marché international.

Pour la grande majorité, les citoyens n'ont aucun contrôle sur les facteurs économiques, mais c'est l'État qui doit créer un climat économique propice à leur prospérité et à celle de leur famille.

«Ce qui préoccupe les gens dans l'immédiat, c'est de savoir s'ils auront un emploi demain, ce sont

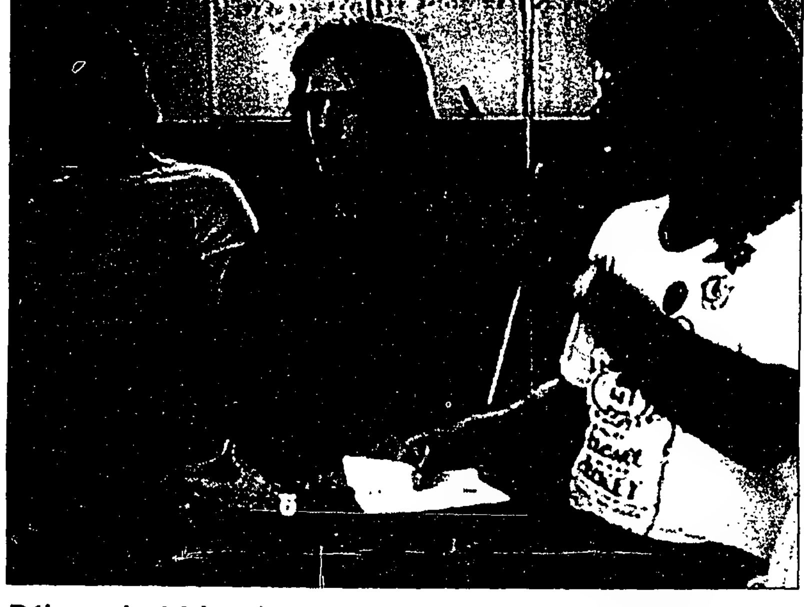


Photo: Jacques Boissinot, CP

Discussion au Forum des citoyens en février dernier, à Québec

CE QUE NOUS AVONS ENTENDU

«Il y a un vide politique : les gouvernants n'ont aucune vision précise, aucune suite dans les idées...» Québec



Débat animé à la prison de Collins Bay

les taxes et les impôts, ainsi que la qualité de la vie dans leur région. Le bricolage constitutionnel n'est pas une de leurs priorités.»
Colombie- Britannique

«Avec toutes ses richesses, le Canada devrait être le pays le plus prospère du monde, mais il accuse un recul économique de plus en plus marqué. Cette régression est due à son sous-développement industriel qui vient de ce que le Canada n'a jamais été un pays uni, bien géré, et qu'il constitue la somme de dix pays différents, partiellement sous-développés et à moitié indépendants, qui sont souvent déchirés par des querelles et qui vivent au-dessus de leurs moyens à coups d'expédients politiques. S'il existe un certain 'libre-échange' entre le Canada et les États-Unis, aussi douteux soit-il, il n'y en a toujours pas à l'intérieur du pays.»
Ontario

Dans les régions autres que l'Ontario et le Québec, beaucoup de participants trouvent que les décisions officielles à caractère économique sont motivées par les besoins du centre du pays.

«La récente politique fédérale de crédit cher est un exemple. Elle visait lutter contre l'inflation. Où y avait-il de l'inflation? En Ontario. Y avait-il un problème d'inflation dans les provinces de l'Ouest ou dans les Maritimes? Non. Les résidents de ces provinces ont-ils dû payer des taux d'intérêt élevés? Oui.»
Alberta

Dans le contexte économique, c'est la question du déficit qui revient le plus souvent. En sus de la réduction du déficit, sujet de préoccupation générale, les participants ont recommandé de limiter les dépenses gouvernementales et de rééquilibrer le budget.

«Le Canada est un pays riche, assez riche pour aider les autres encore plus qu'à l'heure actuelle. Nous avons toutefois contracté des dettes monumentales, tant à l'échelle collective qu'individuelle.»
Ontario

7 Le leadership et la démocratie

Un des messages dominants, c'est que les participants ont perdu confiance à la fois dans le régime et dans leurs dirigeants.

«Le sectarisme politique a provoqué une réaction d'hostilité de la part du Québec et divisé le pays. Les partis politiques ont faussé les perceptions des Québécois: "Dites-leur tout ce qu'ils veulent entendre, l'essentiel c'est qu'ils votent pour nous. Dites au Québec qu'il est différent du reste du Canada et que notre parti est le seul à pouvoir défendre ses intérêts". Les politiciens ont dressé les Québécois contre le reste du Canada et, dans une mesure moindre, les régions les unes contre les autres.»
Saskatchewan

«On n'arrivera pas à nous faire croire qu'il suffit de trouver la bonne formule pour que tout aille bien. Nos dirigeants politiques ont failli; ils n'ont ni vision, ni légitimité.»
Manitoba

«Nos représentants se comportent d'une façon épouvantable au Parlement; on dirait des enfants indisciplinés. Ils se comportent comme de mauvais garnements, n'ont aucune retenue et ne cessent de se quereller entre partis. Pourquoi ne se serrent-ils pas les coudes et n'exploitent-ils pas leurs meilleures idées?»
Ontario

«Il y a un vide politique: les gouvernants n'ont aucune vision précise, aucune suite dans les idées, aucune notion de notre destin national; les pots-de-vin, la corruption et l'incompétence dominent une bureaucratie alourdie ...»
Québec

Le désenchantement des Canadiens à l'égard de leurs dirigeants actuels est très net — surtout pour ce qui est du gouvernement, mais aussi de l'opposition et des partis provinciaux. Des voix s'élèvent de partout au pays :

«C'est par un acte de volonté que nous resterons unis et Mulroney n'a pas cette volonté. Nos gouvernants fédéraux ont provoqué un sentiment de méfiance et d'aliénation comme on n'en avait encore jamais vu.»

«Tout le monde s'accorde à dire que Brian Mulroney devrait démissionner. Il faudrait avoir recours aux referendums au Canada, pour permettre aux citoyens de participer. Il ne faut plus jamais que des négociations se déroulent dans le secret comme ce fut le cas au lac Meech.»

«Le gouvernement est seul responsable du sentiment généralisé de désunion qui règne au Canada. La façon dont il essaie de régler les problèmes qui compromettent l'unité canadienne est déplorable.»

«Ce sont les politiciens, et surtout notre premier ministre, qui n'ont pas compris le message, et ils ne veulent pas l'entendre. Le premier ministre fera des pieds et des mains pour réaliser la décentralisation, même si cela provoque l'éclatement du pays... Le plus inquiétant, c'est que ce scénario qui prévoit l'octroi de pouvoirs plus étendus aux provinces, ne déplaît pas du tout à bien des premiers ministres provinciaux.»

Nombre de participants ont dit au Forum que les médias portent une lourde responsabilité quant aux difficultés et aux problèmes auxquels le Canada se trouve confronté du fait qu'ils ne s'efforcent pas suffisamment de donner des informations de base fiables et ne nous donnent pas de nous-mêmes une image constructive.

«Les médias nous ont fait beaucoup de tort en montant en épingle le sentiment séparatiste au Québec et le lac Meech. Les médias ont versé dans l'exagération et dans le sensationnalisme.»
Manitoba

Ce sont les élèves d'une classe du secondaire, premier cycle, de la Saskatchewan, qui nous donnent le mot de la fin :

«Nous pouvons essayer d'inciter les adultes à nous écouter et leur dire ce que nous pensons; cela les fera peut-être réfléchir et ils cesseront de ne penser qu'à eux. Peut-être que pour une fois le premier ministre et tous les gens importants nous écouteront et que le Canada y gagnera.»

Ce que nous en pensons

Les conclusions du Forum des citoyens

Dans cette partie, en caractères gras, les commissaires livrent leurs opinions et suggestions, toutes puisées dans les interventions des citoyens:

L'IDENTITÉ CANADIENNE

Nous pressons le gouvernement de repenser et de rationnaliser sa politique se rapportant à toutes les institutions et tous les symboles nationaux - surtout ceux qui ont trait aux communications ou qui ont une certaine valeur historique - afin de les mettre davantage à l'honneur et d'éviter que les Canadiens n'aient l'impression que le sentiment national se perd. Dans certains cas, le gouvernement pourrait se contenter de mieux expliquer ses décisions, dans d'autres il lui faudra peut-être modifier ses programmes. Mais puisque la perception est la réalité, le gouvernement ne peut plus ignorer le problème sans déstabiliser ni affaiblir encore davantage le sentiment d'appartenance à un Canada uni, surtout chez les anglophones.

Aussi suggérons-nous aux éventuels artisans d'une réforme de la Constitution d'examiner sérieusement l'à-propos d'un préambule qui consacrerait, en termes simples mais éloquents, notre passé, notre identité, nos valeurs et la vision d'avenir à laquelle les Canadiens souscrivent librement.

LE QUÉBEC

Étant donné que les provinces sont entrées dans la Confédération à des conditions différentes et qu'elles font l'objet de dispositions constitutionnelles spécifiques, nous pensons que la conclusion d'arrangements spéciaux, correspondant à des besoins particuliers, est un principe fondamental du fédéralisme canadien. Ce principe pourrait s'appliquer, au besoin, à toutes les provinces.

Dans le contexte du Québec, si les Canadiens acceptent de privilégier l'équité en prsence de certains besoins particuliers, ils pourraient, en dehors du Québec, accepter que le Québec disposent de la latitute et des moyens nécessaires pour être lui-même, autrement dit une société possédant son identité propre et occupant la place qui lui revient au sein de la famille canadienne renouvelée.

Nous reconnaissons, au nombre de ces besoins particuliers, l'importance capitale pour les Québécois de préserver leur langue et leur culture françaises. Nous reconnaissons par ailleurs que les Québécois anglophones jouissent de certaines garanties en matière de droits linguistiques dont ne bénéficient pas les Franco-Canadiens hors Québec, sauf au Manitoba, et au Nouveau-Brunswick où les garanties constitutionnelles vont encore plus loin.

Si l'on arrive à persuader les Canadiens d'accepter une réforme constitutionnelle qui aide le Québec à jouir d'une meilleure protection linguistique et culturelle, nous pensons que le Québec pourrait, à son tour, se montrer davantage disposé à remanier la Loi 178 qui est perçue comme une mesure discriminatoire dans les autres régions.

Nous pensons que les Canadiens souhaitent être mieux informés sur les conséquences que pourrait avoir, pour le Québec comme pour le reste du pays, l'éventuelle accession de cette province à l'indépendance. Nous sommes d'avis que les gouvernements fédéral et provinciaux, ainsi que le secteur privé, devraient faire le ncessaire pour que tous les Canadiens soient mis au courant de l'incidence d'une éventuelle accession du Québec à l'indépendance sur les plans économique, politique et social ainsi que sur nos relations avec l'étranger.

LES LANGUES OFFICIELLES

Il est indispensable de procéder à un examen indépendant de la manière dont la politique des

langues officielles est appliquée, afin de dissiper les malentendus, de la rendre juste et raisonnable. A défaut, le mécontentement grandissant du public risque d'entraîner son rejet en bloc et de porter un coup fatal au principe de l'égalité linguistique dans les institutions fédérales, qui devrait faire l'unanimité. Cet examen devrait notamment avoir pour but de faire bien comprendre aux Canadiens quels sont les avantages et les conséquences de la politique des langues officielles et des activités qui en découlent, et de leur expliquer beaucoup mieux ses objectifs et méthodes. Il devrait également évaluer les efforts d'information déployés et se pencher sur toutes les préoccupations du public.

Nous pensons que tous les enfants devraient avoir la possibilité d'apprendre les deux langues officielles à l'école.

LES PEUPLES AUTOCHTONES

Nous joignons notre voix à celle de la grande majorité des Canadiens pour exiger un règlement juste et rapide des revendications territoriales découlant des traits des Premières nations, afin de garantir, en harmonie avec leur environnement, leurs besoins linguistiques, culturels et spirituels.

Nous nous joignons à l'ensemble du peuple Canadien pour appuyer le principe de l'autonomie gouvernementale et pensons que les autochtones devraient être appelés à contribuer activement à sa dfinition et à sa mise en oeuvre.

Nous croyons que la Loi sur les Indiens, ainsi que le ministère des Affaires indiennes qui l'administre, devraient disparaître progressivement au fur et à mesure de la réalisation de l'autonomie gouvernementale.

Nous pensons que le Canada devrait reconnaître officiellement l'histoire et la contribution des peuples autochtones en tant que Premières nations du Canada.

LA DIVERSITÉ CULTURELLE

Nous croyons qu'il faudrait réaffecter tous les crédits fédéraux consacrés à la promotion du multiculturalisme aux seules activités visant la familiarisation des immigrants avec la société canadienne, la lutte contre la discrimination raciale et la promotion de l'égalité. Le but premier du multiculturalisme devrait être d'établir une société d'accueil dynamique, ouverte à tous et, partant, d'encourager le vrai respect de la diversité.

Nous pensons que le gouvernement devrait élaborer des programmes d'information du public concernant la valeur et les avantages de la diversité culturelle, qui soient beaucoup plus clairs, audacieux et originaux et expliquent tant le réaménagement précédemment décrit que l'énorme contribution des communautés ethnoculturelles au Canada.

Nous pensons que les ministres provinciaux de l'éducation devraient maintenir certains cours d'initiation au patrimoine canadien, en s'échangeant peut-être davantage leurs manuels et méthodes, mais en les réservant aux écoliers immigrants du cycle élémentaire. Ces cours, destinés à faciliter l'adaptation des jeunes néo-Canadiens à la culture de leur nouvelle société devraient être concis et ne pas durer plus d'un an.

APPRENDRE À MIEUX SE CONNAITRE

Nous pensons que le gouvernement fédéral devrait, de concert avec les secteurs privé, éducatif et bénévole (et nous songeons tout particulièrement aux organisations sportives et culturelles), élaborer des plans visant la remise sur pied des programmes de voyages et d'échanges s'adressant surtout, mais pas exclusivement, aux jeunes.

Nous croyons qu'il y a lieu d'adopter une approche novatrice, en vue d'aplanir les difficultés que la géographie du pays impose aux Canadiens désireux de mieux comprendre et apprécier le Canada. Nous pensons que le gouvernement fédéral devrait inviter l'industrie touristique à offrir des formules réalistes et abordables pour permettre aux Canadiens de visiter d'autres régions du pays, plus facilement et à meilleur compte.

Nous pensons que les étudiants canadiens méritent de mieux comprendre, et à un plus jeune âge, l'histoire de leur pays et de toutes ses régions, y compris l'histoire et la culture des peuples autochtones et des groupes ethnoculturels. Il conviendrait, à cette fin, de préparer, en consultation avec les premiers habitants du Canada, des manuels scolaires qui donnent une explication plus fidèle et plus complète du rôle joué par les autochtones dans l'histoire du pays. Les provinces, autres que le Québec, devraient envisager d'adopter un programme d'histoire commun, du moins en partie. Elles devraient explorer avec le Québec toute formule de coordination envisageable qui respecte les différents passés et les différentes perspectives.

L'ÉCONOMIE CANADIENNE

Les participants ont systématiquement abordé le sujet. Ils considèrent toutefois que c'est un domaine dans lequel ils ne peuvent pas, eux-mêmes, faire grand-chose à titre direct, et où seuls les gouvernements peuvent agir, bien qu'ils n'aient pas beaucoup confiance en ces derniers. Tout ce que leur disent les gouvernements et les chefs de file du monde des affaires semble ne pas cadrer parfaitement avec les valeurs sociales et les principes qu'ils chériseent, quand il n'y a pas de contradiction flagrante.

Voilà qui explique pourquoi de nombreux participants se sentent trahis, affligés, confus et fâchés. Ils ont le sentiment que leurs valeurs canadiennes traditionnelles sont en train d'être usurpées par des forces du marché anonymes et que les gouvernements ne prennent guère de mesures pour y résister. Les autorités sont en partie responsables de ces craintes, qui, pensons-nous, sont le produit de malentendus que les gouvernements devront tirer au clair, sans quoi ils continueront, tout comme le pays, à les payer chèrement.

Nous croyons que les gouvernements doivent éclaircir ces questions pour les Canadiens. L'histoire montre que les gouvernements ont un rôle constructif à jouer pour redresser les imperfections du marché, compléter les initiatives commerciales et préserver le pays. Ils constituent la seule entité qui puisse abriter et nourrir les valeurs communes qui ont donné naissance à nos buts et objectifs communs. L'un des principaux défis que les gouvernements doivent donc relever aujourd'hui est le suivant: s'adapter à la mondialisation qui s'opère.

Nous croyons que ces différents facteurs nous imposent tous - secteur privé, syndicats, petits entrepreneurs, travailleurs spécialisés et non spécialisés - l'obligation de nous adapter et d'investir notre temps et nos efforts en nous- mêmes, afin que notre société puisse être concurrentielle. Ce n'est qu'en nous attelant à la tâche que nous pourrons continuer de connaître un niveau de vie élevé, et produire des biens et des services qui nous rapportent à tous profits et prospérité.

UN FÉDÉRALISME AMÉLIORÉ

Nous croyons que dans le cadre des ses efforts visant le renouveau national, le gouvernement fédéral devrait, en priorité, chercher à collaborer avec les autres gouvernements en vue d'éliminer les chevauchements de programmes et de sphères de compétence, partout où cela est possible, et qu'il se fixe comme objectif l'efficacité, sachant que celle-ci pourra être améliorée en plaçant les programmes le plus près possible des usagers.

Nous pensons par ailleurs que le gouvernement fédéral devrait veiller à ce que le remaniement des structures et des processus ncessaires à l'efficacité ne porte pas atteinte aux valeurs sociales fondamentales ni aux institutions nationales essentielles.

LE LEADERSHIP ET LA DÉMOCRATIE

Nous nous rallions à l'avis de la grande majorité des Canadiens qui pensent que le Sénat devrait faire l'objet d'une réforme fondamentale ou être aboli.

Nous joignons notre voix à celle des participants au Forum, pour déplorer le comportement ridicule, et parfois scandaleux, de certains députés et sénateurs qui jettent le discrédit sur le régime parlementaire. Nous sommes en accord avec les très nombreux participants qui jugent que notre système est trop livré aux rivalités partisanes et trop axé sur la confrontation. Nous préconisons en particulier de revoir de près la Période des questions et la façon dont elle est structurée, en s'inspirant d'autres régimes parlementaires où elle est plus productive.

Nous adhérons à l'opinion des nombreux participants au Forum qui nous ont signalé que notre système est trop assujetti à une discipline de parti extrêmement rigide. Il conviendrait d'envisager sérieusement de raccourcir la durée des séances pour permettre aux députés de consacrer davantage de temps à leurs lecteurs et de tenir plus souvent des votes libres.

Comme nous l'avons déjà signalé, les participants ont proposé tout un catalogue de changements au processus gouvernemental. Nous n'avons pas la compétence nécessaire pour les analyser, mais compte tenu de l'intérêt manifesté par un nombre élevé de Canadiens, le gouvernement se doit d'examiner sérieusement leurs suggestions, ne fût-ce que par égard envers eux.

Nous pensons qu'au cours de la période de reconstruction nationale, le gouvernement devrait réfléchir à la meilleure manière d'encourager et d'approfondir le genre de dialogue suscité par le Forum et de mettre à profit certaines de nos méthodes.

Le gouvernement devrait par ailleurs envisager d'avoir recours régulièrement à de telles méthodes pour essayer de résoudre les grands problèmes ou pour examiner les questions soulevées par les citoyens.

Nous pensons que les politiciens, quelle que soit leur allégeance politique, devraient envisager le recours à certaines de nos techniques afin d'accroître considérablement la participation populaire à l'élaboration des politiques et des programmes ou à la résolution de problèmes qui touchent directement les citoyens, même s'ils doivent pour cela passer moins de temps au Parlement et plus avec leurs électeurs.

LE MOT DE LA FIN

Les commissaires concluent le rapport officiel en citant les propos d'un citoyen :

«Nulle pirouette, nul faux-fuyant ne parviendra à préserver de la colère du peuple l'élu, d'aucune assemblée, qui contrecarrerait sa volonté. Les électeurs regardent et attendent.»

Un pays en crise en quête de solutions...

Suite de la première page

plus étroitement à l'élaboration du Canada de demain.»

En outre, le Forum déplore «le comportement stupide, et parfois scandaleux, de certains députés et sénateurs qui jettent le discrédit sur le régime parlementaire». Et il est d'accord avec tous les citoyens qui jugent que notre système politique «est trop livré aux rivalités partisanes... trop assujetti à une discipline de parti extrêmement rigide». Il conviendrait, estime le rapport, d'envisager sérieusement de tenir davantage de votes libres et de raccourcir la durée des sessions pour permettre aux députés de passer plus de temps dans leur circonscription, à l'écoute de leurs électeurs.

La «facture de l'indépendance serait lourde à payer» peut-on lire dans le rapport et «on constate un manque d'information flagrant, avoué dans les deux camps, au Québec comme ailleurs.»

«Dans un Canada amputé du Québec, on verrait apparaître des lignes de fracture entre le Nord et le Sud du pays. Une chose est certaine: si les différentes provinces et régions, poussées par le désespoir, formulaient une demande d'annexion aux États-Unis, ce serait à genoux qu'elles se présenteraient. Elles ne seraient pas en mesure de poser des conditions et il ne faudrait pas s'attendre à un élan de charité de la part de nos voisins.»

Le rapport remonte à 1867 pour expliquer les origines du Canada et la structure de gouvernement fédéral que les Pères de la Confédération avaient décidé de lui donner en vue de préserver la diversité linguistique, culturelle et religieuse de l'époque.

«Ils étaient (les Pères de la Confédération) habités d'une vision, celle d'un pays sans pareil, véritablement différent de son grand voisin du Sud. Contrairement aux auteurs de la Constitution américaine, ils ont voulu une protection constitutionnelle expresse des droits collectifs des deux langues officielles. La diversité, conçue comme un motif de fierté et de richesse, devenait ainsi la pierre angulaire du nouvel État.»

«Le respect des différences entre les divers peuples qui composent la société continuera-t-il d'être le fondement du Canada de 1992? Le Québec, et la langue française—celle de la majorité de ses habitants—continueront-ils d'être reconnus, comme en 1867, en tant que caractéristiques distinctives du Canada? Parviendrons-nous enfin à ménager aux peuples autochtones la place qui leur revient de droit dans notre Constitution et saurons-nous satisfaire leur revendication légitime d'institutions propres, d'une manière conforme à la dignité et au respect auxquels ils aspirent?»

Le rapport conclut: «Quant à nous, nous répondons par un «oui» retentissant, fondé sur la conviction que tous les Canadiens, de l'Atlantique, au Pacifique et l'Arctique, tireront profit, sur les plans social, culturel et économique, d'une fédération régénérée qui reconnaîtra la diversité et les besoins différents des nombreux peuples qui l'habitent.»

• Souper-causerie

Heureuse gagnante du prix de présence



EDMONTON - Lors du dernier souper-causerie, qui s'est déroulé au Club Royal Glenora et qui était organisé par le comité du même nom de la régionale de l'ACFA d'Edmonton, les organisatrices ont procédé au tirage au sort d'un prix de présence, un bon d'achat d'une valeur de 200$ une gracieuseté de Ascott Travel. Madame Cécilia Tardif d'Ascott Travel (à gauche), accompagnée de la présidente de la régionale, Madame Christiane Spiers (à droite), a remis le prix à l'heureuse gagnante, Madame Jeanine Amyotte d'Edmonton. Les autres commanditaires qui ont offert des prix au cours de la saison sont: Yen esthéticienne, Le Carrefour, Leigh Morgan, Fern Flowers et Ascott Travel.
La conférencière invitée à l'occasion de ce dernier souper de la saison était Madame Carole Roy qui avait intitulé sa présentation:»L'image extérieure de soi».

• Bon pour l'environnement

Le compostage rend les déchets utiles

par KIM McKINNON

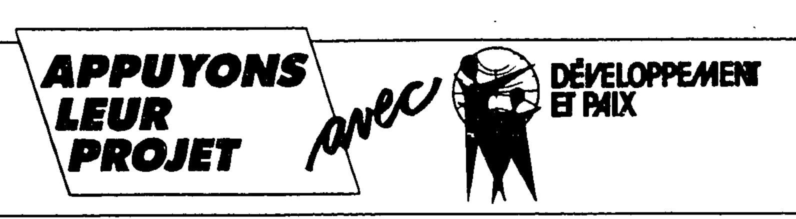
OTTAWA - Mariage de raison? Toujours est-il qu'Agriculture Canada et une entreprise de Brampton en Ontario ont joint leurs efforts pour mener à bien des projets visant à améliorer l'état des sols et à régler un grave problème d'élimination des déchets.

Le Ministère a signé une entente de trois ans avec la compagnie WCI Waste Conversion Inc. pour mettre au point une technique de compostage des déchets municipaux. La compagnie aménage actuellement des installations à divers sites en Ontario et en Colombie-Britannique pour préparer des composts à partir de résidus de papier et de déchets solides comme les rebuts de jardin ou de cuisine. Les deux organismes participent ensemble à cinq projets distincts.

Agriculture Canada fournira des conseils en matière de compostage à la compagnie et analysera le produit fini pour s'assurer qu'il est sain, qu'il améliore des sols et qu'il fertilise les cultures.

«Nous savons que le compostage est une méthode de plus en plus utilisée et que les agriculteurs auront la possibilité de recourir aux composts pour améliorer l'état des sols et fertiliser les cultures, explique le chercheur Sukhu Mathur du Centre de recherches sur les terres d'Agriculture Canada. Le Ministère aimerait s'assurer que les composts contribuent à réduire la dégradation des sols et l'utilisation d'engrais chimiques, tout comme ils aident à combattre la pollution».

...suite en page 16



Déchets...

...suite de la page 15

les éléments nutritifs pour en faire bénéficier le sol. On peut composter à peu près n'importe quel type de déchet organique, qu'il soit isolé ou combiné à d'autres déchets.

Il s'agit cependant d'un processus laborieux. Les vecteurs de maladies, les métaux et les composés toxiques qui pourraient contaminer les sols et l'eau doivent être retirés des déchets bruts ou détruits.

Le traitement des déchets pour le compostage peut varier et se compliquer passablement lorsqu'on utilise plus d'un type de déchets. Il faut combiner les éléments judicieusement pour obtenir de bons résultats.

«Cela peut se comparer à la fabrication de la bière, explique M. Kennedy. On doit ajouter les ingrédients en observant le dosage approprié et surveiller de près le mélange tout au long du processus pour obtenir un produit qui a bon goût. Dans le cas du compostage, nous tentons de créer le milieu idéal pour les micro-organismes, c'est-à-dire en combinant les bons éléments nutritifs aux bonnes conditions d'aération et de température».

Les micro-organismes produisent une chaleur allant jusqu'à 65°C, ce qui a pour effet d'assainir les déchets.

M. Kennedy signale qu'il est encore difficile de commercialiser le produit fini car il y a beaucoup de scepticisme au sujet de la valeur du compost. Il espère que l'établissement de normes de salubrité et de fiabilité incitera les agriculteurs à en faire l'essai.

«Le projet profitera à tout le monde, affirme M. Mathur. En travaillant avec ceux qui possèdent les installations et les compétences nécessaires, nous aidons la compagnie à atteindre ses objectifs et le Ministère à donner un coup de main aux agriculteurs».

M. Mathur ajoute qu'on négocie actuellement avec d'autres entreprises pour perfectionner le compostage des résidus de produits de la mer et des déchets agricoles.

• Financement et gestion agricole

Participation accrue de la collectivité

OTTAWA - Le rapport final du Groupe de travail sur le financement et la gestion agricole recommande une participation accrue de la collectivité aux programmes de gestion des entreprises agricoles et une plus grande collaboration entre le fédéral, les provinces et le secteur privé dans le cadre des programmes de financement.

Le rapport est le fruit de consultations exhaustives entre les parties concernées du secteur agro-alimentaire.

«Le document, affirme le président du Groupe de travail, Clay Switzer, montre que partout au pays les parties concernées, des agriculteurs aux banquiers, sont prêtes à collaborer à la recherche de solutions exhaustives aux questions complexes du financement et de la gestion agricoles.»

Le rapport couvre un large éventail de sujets dans ces domaines et contient des recommandations particulières visant:

- la coopération entre le fédéral et les provinces en vue de l'élaboration d'un programme national prévoyant des activités de formation en gestion des entreprises agricoles et la prestation de services et de renseignements connexes;
- un projet de formation et de perfectionnement en gestion de l'entreprise, ainsi qu'une aide à la recherche d'emploi à l'intention des familles des agriculteurs; cette aide est analogue à celle qui est prévue dans le cadre du Programme de planification de l'emploi;
- l'établissement de taux d'intérêt fixés pour 20 ans sur les prêts accordés aux agriculteurs avec la possibilité, pour ces derniers, de renégocier régulièrement leurs prêts en cas de baisses des taux;
- le lancement d'un programme particulier comportant une aide financière versée pendant tout au plus cinq ans et un prêt hypothécaire privé garanti à l'intention des agriculteurs débutants;
- la mise en oeuvre d'un programme de location-achat de terres par la Société du crédit agricole (SPA);
- des modifications à la Loi sur le crédit agricole grâce auxquelles la SCA pourra lancer son programme de location-achat de terres et jouir d'une plus grande latitude de fonctionnement;
- la mise sur pied d'un groupe consultatif mixte composé de représentants du fédéral, des provinces et du secteur privé et chargé de la poursuite de l'examen et de l'élaboration d'une politique de financement agricole.

«En agriculture, la gestion des entreprises est un des facteurs clés de la capacité des producteurs canadiens à faire face à la concurrence sur les marchés mondiaux et à s'adapter aux conditions changeantes du marché, soutient M. Switzer. J'espère que le secteur privé et l'État continueront de collaborer pour que les agriculteurs aient les moyens

...suite en page 20



RADIO - CANADA Alberta

Semaine du 6 au 12 juillet 1991

Samedi

17h00 Le Baseball Labatt des Expos: Montréal à Pittsburgh
19h30 Film au téléciné
20h00 Visions d'ici
21h00 Samedi P.M.
21h55 Le Téléjournal
22h15 Les nouvelles du sport
22h35 Télé-sélection: Travelling avant

Dimanche

17h00 Second regard
17h30 De village en village
18h00 Le Téléjournal
18h05 Les chemins de la guerre
19h00 Le festival mondial de folklore
20h00 Les Beaux Dimanches: "Fest. int. de jazz '91 de Montréal"
21h00 Les Beaux Dimanches: La fabuleuse histoire d'un royaume
22h00 Le Téléjournal
22h20 Les nouvelles du sport
22h40 Ciné-club: Manon des souces

Lundi

18h00 CE SOIR
18h30 La court en direct
19h00 L'avocat du diable
19h30 Des jardins d'aujourd'hui
20h00 Le Téléjournal
20h20 Le Point
20h45 La Météo
20h50 Les nouvelles du sport
21h00 L'île
22h00 Les Francofolies

Mardi

17h00 L'heure G
18h00 CE SOIR
18h30 La cours en direct
19h00 L'avocat du diable
19h30 Bouffée de santé
20h00 Le Téléjournal
20h20 Le Point
20h45 La Météo
20h50 Les nouvelles du sport
21h00 Festival haute tension
23h00 L'heure G
24h00 Rencontres

Mercredi

17h00 L'heure G
18h00 CE SOIR
18h30 La cour en direct
19h00 L'avocat du diable
19h30 Aujourd'hui en France
20h00 Le Téléjournal
20h20 Le Point
20h45 La Météo
20h50 Les nouvelles du sport
21h00 Cinéma spécial: Rencontre du 3e type
23h30 L'heure G
00h30 Rencontres

Jeudi

17h00 CE SOIR
17h30 Le Baseball Labatt des Expos: L.A. à Montréal
20h00 Le Téléjournal
20h20 Le Point
20h45 La Météo
20h55 Les nouvelles du sport
21h00 Le temps de vivre
22h00 La cour en direct
22h30 L'avocat du diable
23h00 L'heure G
24h00 Cinéma: Le temps du châtiment

Vendredi

17h00 L'heure G
18h00 CE SOIR
18h30 La cour en direct
19h00 L'avocat du diable
19h30 Comment ça va?
20h00 Le Téléjournal
20h20 Le Point
20h45 La Météo
20h50 Les nouvelles du sport
21h00 La noble maison
23h00 L'heure G
24h00 Cinéma: Ces garçons qui venaient du Brésil

UZEB fait partie de la distribution de l'émission LES BEAUX DIMANCHES dans le cadre du Festival international de Jazz '91 de Montréal, le 30 juin à 20h.

TV5 L'EUROTÉLÉ ★★★★★

Semaine du 6 au 12 juillet 1991

Samedi

17h00 Journal télévisé de la S.S.R.
17h30 Thalassa
18h30 L'Euroflash
18h33 Stars 90
20h10 Destination le monde
21h00 Alice
21h45 Journal télévisé de TF1
22h30 Stars 90
00h10 Destination le monde
00h50 Radio France internationale

Dimanche

17h00 Journal télévisé de la R.T.B.F.
17h30 7 sur 7
18h30 L'Euroflash
18h33 Caractères:La musique en livres
19h55 Destination le monde
20h45 L'autre musique
21h35 Journal télévisé de TF1
22h20 Caractères
23h40 Destination le monde
00h30 L'autre musique
01h25 Radio France internationale

Lundi

17h00 Journal télévisé de FR3
17h30 La main de Staline
18h30 L'Euroflash
18h33 Les Aiguilleurs
20h35 Du côté de chez Fred: Le Dadaisme
21h30 Journal télévisé de TF1
22h15 Les Aiguilleurs
00h15 Du côté de chez Fred: Le Dadaisme
01h05 Radio France internationale

Mardi

17h00 Journal télévisé de FR3
17h30 Envoyé spécial
18h30 L'Euroflash
18h33 Tous à la une
20h20 Ciel, mon mardi!
22h50 Journal télévisé de TF1
23h35 Tous a la une
01h20 Radio France internationale

Mercredi

17h00 Journal télévisé de FR3
17h30 Temps présent
18h30 L'Euroflash
18h33 Les poneys sauvages
20h05 La leçon de musique: Chanter aujourd'hui
21h00 Le divan
21h30 Journal télévisé de TF1
22h15 Les poneys sauvages
23h50 La leçon de musique: Cathy Berberian
00h40 Le divan
01h05 Radio France internationale

Jeudi

17h00 Journal télévisé de FR3
17h30 Mémoir d'un objectif: Rue Sisinlientse à Pékin
18h30 L'Euroflash
18h33 Le monde du cinéma
19h30 Concertissimo
20h30 Hôtel: Féminin pluriel
21h00 Pyrénées pirineos
21h30 Journal télévisé de TF1
22h15 Le monde du cinéma
23h15 Concertissimo
00h15 Hôtel
00h45 Pyrénées pirineos
01h15 Radio France internationale

Vendredi

17h00 Journal télévisé de FR3
17h30 Babel
18h57 L'Euroflash
19h00 Téléobjectif: Vues d'Afrique
19h55 Bouillon de culture
21h30 Journal télévisé de TF1
22h15 Téléobjectif
23h15 Bouillon de culture
00h45 Radio France internationale

Alberta:		*Position*
Edmonton	*Shaw Cable*	*35*
Saint Paul	*Northern Cable*	*35*
Red Deer	*Shaw Cable*	*31*
Medicine Hat	*Cablev. Medicine Hat*	*18*
Calgary	*Rogers Cablesystems*	

RACINE

Est décédée le 12 juin dernier, à St-Albert, à l'âge de 84 ans, Mme Henriette Racine. Elle laisse dans le deuil un fils et deux filles, Maurice (Janet) Racine de Springside (Sask.), Cécilia (Peter) Titus de Leduc et Simone Franks (Shorty) de Devon, 19 petits-enfants et 33 arrière-petits-enfants, un frère francis Gagné; deux soeurs, Thérésa Gibbons et Eugénie Dykes, toutes d'Edmonton. Les funérailles ont été célébrées au Salon funéraire Connelly-McKinley par le Père Delizio Artico.

CHENARD

Est décédé le 13 juin dernier, à l'âge de 61 ans, après une longue bataille avec le cancer, M. Roger Chénard d'Edmonton. Membre de l'Ordre Loyal de Moose #772 d'Edmonton, il laisse dans le deuil son épouse Paulette, quatre fils et une fille, Marcel (Cindy), Robert (Vivianne), Gregory (Lynn), Michel (Debbie), Vivian (Ken) Hartman; 10 petits-enfants, trois frères et quatre soeurs, Jean-Paul, Gilbert, Michel, Alice Lambert, Denise Simester, Dolorès Sénécal, Yvette Mahar et de nombreux neveux et nièces. Il fut précédé dans la Maison du Père par deux frères et une soeur Laurent, Gérard et Aline. Un service commémoratif a été célébré le 18 juin dernier à l'église St. John par le Père Félix Otterson. Selon ses voeux son corps a été au département d'anatomie et de recherches médicales de l'Université de l'Alberta. Les parents et amis sont priés de faire des dons au Alberta Cancer Foundation (6e étage, 9707 - 110e Rue, Edmonton, T5K 9Z9.

LAFRENIÈRE

Est décédé le 14 juin, à l'âge de 83 ans, M. Philippe Lafrenière de Warburg. Il laisse dans le deuil ses trois filles, Phyllis (Lome) Anderson de Stony Plain, Jossy (Bernard) Stund de Buck Creek, Connie Hunter de Breton; dix petits-enfants, 7 arrière-petits-enfants, un frère Bert Lafrenière de North Battleford (Sask.). Il fut précédé dans la Maison du Père son épouse Joséphine en 1963; par son fils Larry en 1984 et par un petit-fils Lonnie en 1973. Les funérailles ont été célébrées le 17 juin dernier à l'église St. Charles de Warburg par le Père Frank Villeneuve. Les parents et amis sont priés de faire des dons au cimetière de l'église St. Charles ou à l'oeuvre de charité de leur choix.

OFFRES D'EMPLOIS

SHAUNAVON SCHOOL DIVISION N° 71

est à la recherche d'un(e)
ENSEIGNANT(E)

La commission scolaire de Shaunavon recherche un(e) enseignant(e) pour l'année scolaire 1991-92, à l'école de Ponteix, Saskatchewan. Niveau secondaire - Français et Sciences Humaines (20 étudiants)

Envoyer votre curriculum vitae à:
Shaunavon School Division N° 71
Boîte postale 10
SHAUNAVON, Saskatchewan
S0N 2M0



RÉGIONALE CENTRALTA

est à la recherche d'un(e)
COMMIS DE BUREAU à temps partiel

Exigences:
- Maîtrise de la langue française et anglaise;
- Expérience pertinente dans le secrétariat;
- Connaissance du traitement de texte (Word Perfect 5.0);
- Dactylographie (30 mots/min.);
- Esprit d'initiative.

Rémunération: À négocier selon l'expérience
Entrée en fonction: À négocier

Si vous possédez les exigences demandées, faites parvenir une lettre de présentation dactylographiée ainsi que votre curriculum vitae à:
Denise Cyr, présidente
ACFA Centralta
C.P. 507
Legal, Alberta
T0G 1L0



Régionale d'Edmonton

est à la recherche d'un(e)

Secrétaire administrative

Compétences requises:
1- Expérience ou formation en administration et gestion des documents
2- Connaissance du WordPerfect
3- Connaissance générale de la tenue de livre
4- Excellente connaissance du français écrit et oral
5- Bonne connaissance de l'anglais
6- Facilité à travailler en équipe

Emploi à temps partiel

Salaire: à négocier

Faire parvenir votre curriculum vitae le plus tôt possible à:
Claude Moquin, directeur
ACFA régionale d'Edmonton
8925 - 82 Avenue #100
Edmonton, Alberta
T6C 0Z2
Tél.: 469-4401



Régionale de Fort McMurray

est à la recherche d'un(e)
Administrateur(trice)

Sous la direction du conseil exécutif, l'administrateur(trice) sera responsable de l'administration et du financement des projets de la régionale. Cette personne assurera la communication entre la régionale et les différents organismes de notre communauté.

Qualifications requises:
- Études collégiales ou universitaires en administration
- Expérience en administration et en organisation
- Bonne connaissance parlée et écrite des langues française et anglaise
- Connaissance en traitement de texte I.B.M.

Rémunération: à négocier

Date limite du concours: le 9 août 1991

Date d'entrée en fonction: le 19 août 1991

Faire parvenir votre curriculum vitae à:

Roland Péru, Président
ACFA régionale de Fort McMurray
103A 9707 avenue Franklin
Fort McMurray (Alberta)
T9H 2K1
Téléphone: (403) 791-7700
Télécopieur (403) 743-1191

• Ginette Prince

Une artiste montréalaise à Edmonton

par SILVIE MONTIER

EDMONTON - Dans le cadre du festival d'art visuel, *The Works 1991*, organisé par Alberta Part Art Society en collaboration avec le Brian Webb Dance Company, Edmonton accueille cette année Ginette Prince, artiste francophone montréalaise de grande renommée.

Qui aurait pu penser que l'on puisse un jour unir danse et oeuvre d'art? C'est pourtant bien là ce qu'a entrepris Ginette Prince, au cours de nombreuses années de recherches.

"D"une part j'avais une formation de danseuse, et puis, de l'autre, je finissais mes études de beaux-arts, mais j'étais mal assise, je ne savais pas où je m'en allais, expliquait Ginette lors d'une entrevue avec Le Franco. Et puis, en 1980, j'ai eu la chance de voir Kazuo Ohuo, un artiste japonais qui était venu à Montréal présenter des spectacles de Butoh. Ça a été comme une révélation pour moi..."

Et c'est ainsi que devaient naître ce que Ginette appelle des installations: "Je suis partie sept mois au Japon pour travailler avec cet homme formidable - il a 85 ans et continue à donner des spectacles - et j"ai appris à utiliser mes deux formations...J'utilise les objets, je sens enfin la connexion entre l'art visuel et la danse..."

Tout cela peut paraître bien abstrait, et ça l'est. En fait, ce que Ginette Prince s'efforce à faire est de créer une oeuvre d'art dans laquelle, lors de son spectacle, elle incorporera des gestes, des pas, des mouvements, des sons vocaux ou musicaux aussi: "L"essence de ma collection, explique-t-elle, c'est d'être multidisciplinaire... une oeuvre visuelle, de l'art gestuel, et puis je me sers aussi de musiques, de voix...j'aime les rythmes japonais qui nous désorientent dans nos propres rythmes..." Et elle ajoute encore dans un grand éclat de rire: "Je fais même enregistrer des cinq minutes de silence, ce que mon technicien n"arrive pas à comprendre..."

Ginette est petite, pétillante de vie, les yeux brillants de gaîeté. Ses oeuvres sont grandes, sans flamboyant, ni excentricité. Des oeuvres autour desquelles, ou plutôt parmi lesquelles, elle gesticule, elle s'exprime et transmet un message d'émotions. Des décors qui sont par eux-mêmes un spectacle: "L"art gestuel, reprend-elle, ne fait qu'un avec l'art visuel. Ils se rejoignent dans mes spectacles. Mais mes installations ne sont pas de simples décors, elles tiennent toutes seules, il n'y a pas besoin de spectacle... alors qu'un décor, ce n'est qu'un support pour la pièce ou la danse..."


Ginette Prince

À date, Ginette Prince a surtout travaillé au Québec où, en plus de ses spectacles, elle donne également des ateliers de Butoh. "Mon problème, c"est le transport du matériel pour les installations, a-t-elle encore expliqué. Ça coûte très cher, et ce n'est pas tout le monde qui peut payer de tels frais."

De fait, les installations de Ginette peuvent être relativement onéreuses, et chaque spectacle doit être subventionné: "Il faut quelque fois que je fasse quatre ou cinq demandes de subvention dans l"année. Je trouve de l'appuie surtout auprès du Conseil des Arts et du ministère des Affaires."

Ginette Prince sera donc à Edmonton jusqu'au 10 juillet, où elle présentera *Gardens of Silence* au Beaver House. Et de conclure : "Je n"aime pas les théâtres, les scènes...je me sens mieux dans des endroits comme les galleries d'art ou les musées par exemple."

PRIÈRE À SAINT-JUDE

Patron des causes désespérées

Ô glorieux apôtre Saint-Jude, l'Église vous honore et vous invoque comme patron des causes désespérées. Nous vous supplions humblement d'accueillir avec ferveur, ceux qui dans leur détresse mettent en vous leur confiance.

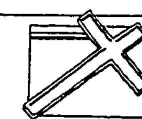
Venez au secours de tous ceux qui vous invoquent, exaucez leurs prières, obtenez-leur, avec la vie éternelle, la grâce qu'ils sollicitent de votre puissante intercession.

Nous vous promettons, en retour, de nous souvenir toujours de vos faveurs et de mieux vous faire connaître comme «patron des causes désespérées».

3 Pater Ave Gloire
Amen. L.E.B.

PRIÈRE AU ST-ESPRIT

St-Esprit, Toi qui éclaircis tout, qui illumines tous les chemins pour que je puisse atteindre mon idéal, Toi qui me donnes le don divin de pardonner et d'oublier le mal qu'on me fait, et qui es avec moi dans tous les instants de ma vie, je veux pendant ce court dialogue Te remercier pour tout et confirmer encore une fois que je ne veux pas me séparer de Toi à jamais, même malgré n'importe quelle illusion matérielle. Je désire être avec Toi dans la gloire éternelle. Merci de Ta miséricorde, envers moi et les miens. (La personne devra dire cette prière trois jours de suite. Après les 3 jours, la grâce demandée sera obtenue, même si cela pourrait paraître difficile. Faire publier aussitôt que la grâce a été obtenue. Au bas, mettre les initiales de la personne exaucée). M.M.



PRIÈRE AU ST-ESPRIT

Nous désirons informer nos lecteurs que vous pouvez faire publier la **PRIÈRE AU ST-ESPRIT** dans **LE FRANCO**. Vous devez inclure avec votre demande la somme de 21,40 $ (TPS comprise). N'oubliez pas d'inscrire vos initiales.

LE FRANCO
8923 - 82 Avenue
Edmonton (Alberta)
T6C 0Z2

La Société LES BLÉS D'OR

est à la recherche
d'un(e) secrétaire coordinateur(trice)
à temps plein

QUALIFICATIONS:
- un intérêt pour le folklore canadien-français;
- avoir un esprit d'initiative, être dynamique, sociable et avoir le désir de s'impliquer dans le développement de la Société LES BLÉS D'OR;
- excellente connaissance de la langue et de la grammaire françaises;
- bonne connaissance de l'anglais oral et écrit;
- savoir dactylographier.

RÉMUNÉRATION: à négocier

LIEU DE TRAVAIL: bureau des Blés d'Or
Centre culturel de Saint-Paul, Alberta

ENTRÉE EN FONCTION: septembre 1991

Faire parvenir votre curriculum vitae avant le 16 août 1991 à l'adresse suivante:

La Société LES BLÉS D'OR
Pauline Landry, présidente
C.P. 3078
Saint-Paul, Alberta
T0A 3A0



BLOC-NOTES

Le **BLOC-NOTES** est une chronique à la disposition de tout organisme voulant **annoncer un événement sans but lucratif** (sans frais d'admission) ex.: réunion hebdomadaire, mensuelle, annuelle, exposition culturelle, rencontre de clubs sociaux, etc. Ce service est **GRATUIT**. L'information pertinente doit nous parvenir par le courrier au moins 15 jours avant la date prévue de l'événement. L'heure de tombée est **le jeudi à 16h**. Vous pouvez aussi vous adresser à votre agent communautaire régional de l'ACFA qui se fera un plaisir de vous aider.

BONNYVILLE

Rencontre tous les lundis et vendredis au centre culturel pour jouer aux cartes, au bingo et jeux libres. Le lundi de 13h à 15h: jeux de cartes et à 15h jeux libres. Le vendredi à 13h: bingo, suivi de jeux libres. Nous invitons tout spécialement les personnes du 3e âge (aînés) à venir s'amuser avec nous. (J.A.)

Réunion mensuelle du Club de l'Aurore pour les aînés à Bonnyville le 1er jeudi du mois. (J.A.)

Réunion mensuelle du comité de la Société historique, le 3e mercredi du mois à 19h30, à la salle de conférence au bureau M.D. de Bonnyville. (J.A.)

CENTRALTA

L'Histoire de Legal History Association désire que toutes les familles ayant vécu ou vivant présentement à Legal écrivent le plus tôt possible leur histoire familiale pour un livre historique. Faites parvenir au presbytère de Legal, C.P. 90, Legal, Alberta, T0G 1L0. Pour de plus amples renseignements, adressez-vous à Sheila au 961-3613. 12/7

EDMONTON

VOULEZ-VOUS participer plus activement à la communauté francophone? Devenez membre des Jeunes entrepreneurs francophones en contactant Mario Bergeron au 465-2943 ou Clément Lavoie au 465-1092 ou en assistant à notre réunion mensuelle (chaque 2e mercredi du mois). (J.A.)

Matinée de détente, est un groupe de support pour les mamans monoparentales et leurs enfants. Garderie et goûter gratuit. Les rencontres auront lieu les lundis de 13h30 à 15h au centre Mill Creek 9119 - 82e Avenue, pièce 300, adressez-vous à Fahima, Marie-Hélène ou Germaine, au 428-2625. (J.A.)

Comment prévenir la violence familiale? Rencontre d'information le mercredi du 10 juillet au 28 août de 19h à 21h au Centre Mill Creek, 9119 - 82e Avenue #300. Info: 428-2625. 30/8

Les rencontres du groupe Entre-femmes auront lieu dans divers parcs de la ville, pour profiter de l'été, le mercredi avant-midi vers 10h. Apportez votre dîner, c'est gratuit. Info: Nicole Walczak au 461-0609. 30/8

La pré-maternelle Bobino/Bobinette accepte présentement les inscriptions pour l'année scolaire 1991-92. Pour inscrire vos enfants de 3 ou 4 ans, ou pour obtenir plus d'informations, adressez-vous à Francyne au 436-8207 ou Hélène au 444-7267. 30/8

Le Centre d'expérience préscolaire est ouvert tout l'été pour les enfants de 2 ans 1/2 à 8 ans, à la journée, à la semaine ou au mois, un dîner chaud sera servi chaque jour. Pour plus d'informations, Ginette Allaire au 465-7651. 30/8

PROVINCIAL

La Société généalogique du Nord-Ouest accepte maintenant les dons d'ouvrages généalogiques et d'histoires de familles ainsi que les documents généalogiques pour sa bibliothèque ou pour ses archives. Pour plus d'information, appelez Georgette Brodeur au 489-8864. (J.A.)

Préparons l'avenir de nos enfants... à la pré-maternelle. Une école conçue pour les enfants de 3 à 4 ans dont au moins un des parents est francophones. Pour info: communiquer avec la Fédération des parents francophones de l'Alberta 468-6934

RIVIÈRE-LA-PAIX

Tangent: Heures d'ouverture pour les mois d'été pour la bibliothèque au centre culturel à Tangent: lundi à vendredi de 10h à 16h. Pour info: Annie au 359-2126

Vous avez besoin d'aide pour effectuer vos travaux? Si oui, employer un jeune de 12 à 15 ans, de la Coopérative jeunesse de services de St-Isidore. Appelez nous au 624-4640 (2-8)

PETITES ANNONCES

Dans le but de vous offrir un meilleur service Le Franco vous offre une chronique de petites annonces.
Tarifs: 7 $ pour 20 mots ou moins pour 1 semaine; 12 $ pour 20 mots ou moins pour 2 semaines. Plus de 20 mots: 10¢ de plus par mot. Annonces encadrées: ajoutez 3,50 $ pour l'encadrement. **Vous devez calculer 7% de TPS.**
Toutes les petites annonces doivent nous parvenir accompagnées du paiement: chèque ou mandat-poste à notre bureau avant le lundi matin. Aucune annonce ne sera acceptée par téléphone. Toute annulation peut être faite par téléphone en composant le **465-6581** avant le lundi à midi.
Nous n'acceptons pas les frais d'appel. Faites votre chèque ou mandat-poste à l'ordre de:
Le Franco, 8923 - 82 Avenue, Edmonton (Alberta), T6C 0Z2

EDMONTON

OCCASION EXCEPTIONNELLE

Nous avons pour vous l'occassion exceptionnelle qui vous procurera un revenu à la hauteur de vos ambitions. Composez le 462-9849. Message enregistré en français. (19-7)

Dame avec expérience désire garder bébé ou jeune enfant le jour pendant la semaine. Utilisera grande maison avec cour, quartier Bonnie Doon. Références disponibles. Appelez Réjane au 466-3249. (19-7)

PROFESSIONNELS

Coupon d'abonnement au journal



Tarifs:
1 an: 19,26 $
2 ans: 34,24 $
(TPS incluse)

Le Franco
8923 - 82e Avenue
Edmonton, Alberta
T6C 0Z2

Moi, je m'abonne!

Découpez et remplissez ce coupon et faites-le parvenir à l'adresse ci-dessus avec votre chèque ou mandat-poste rédigé à l'ordre du Franco. (En lettres moulées S.V.P.)

S.V.P. Ne pas faire parvenir d'argent comptant par la poste.

Nom: ____
Prénom: ____
Appartement: ____ n° et rue: ____
ou casier postal: ____ Ville: ____
Province: ____ Code postal: ____
n° de téléphone: ____
Montant inclus: $ ____

N.B.: Les membres de l'A.C.F.A. reçoivent un abonnement **GRATUIT** au Franco
Adressez-vous au bureau de votre A.C.F.A. régionale pour devenir membre.

Participation

...suite de la page 16

- la mise en oeuvre d'un programme de location-achat de terres par la Société du crédit agricole (SPA);

- des modifications à la Loi sur le crédit agricole grâce auxquelles la SCA pourra lancer son programme de location-achat de terres et jouir d'une plus grande latitude de fonctionnement;

- la mise sur pied d'un groupe consultatif mixte composé de représentants du fédéral, des provinces et du secteur privé et chargé de la poursuite de l'examen et de l'élaboration d'une politique de financement agricole.

Les ministres fédéraux et provinciaux de l'Agriculture ont examiné le document à leur rencontre à Kananaskis, en Alberta, les 3 et 4 juillet derniers.

On peut se procurer le rapport à l'adresse suivante: Publications et distribution, Agriculture Canada, 930 avenue Carling, Ottawa, K1A 0C7.

• Concours littéraire de l'A.E.B.A.

L'école Georges P. Vanier est à l'honneur



Ginette Noël



Nicole Blanchette



Diane Lefèbvre

EDMONTON - Lors du 19e Concours littéraire de l'A.E.B.A. tenu au cours du printemps dernier et qui s'adressait aux étudiants des classes de français, langue maternelle, trois étudiantes de l'école Georges P. Vanier de Donnelly ont mérité les grands honneurs soit trois des quatre bourses allouées, la quatrième bourse allant à Sylvie Michaud de l'école de Mallaig.

La Bourse de $ 500 offerte par le Bureau du Québec à Edmonton a été remise à Ginette Noël de la 12e année; les deux bourses de $ 150 chacune offertes par le journal Le Franco ont été remises à Diane Lefèbvre de la 10e année et à Nicole Blanchette de la 11e année. Ces trois étudiantes sont de l'école Georges P. Vanier de Donnelly.